

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA POLICE DE LA CHASSE

ET LA

RÉPRESSION DU BRACONNAGE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(ÈS SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue le mardi 26 octobre 1909, à 3 heures

PAR

Paul MAGE

JUGE SUPPLÉANT CHARGÉ DE L'INSTRUCTION A PROVINS

Président : M. LE POITTEVIN.

Suffragants : } MM. GARÇON, }
TISSIER, } *professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA POLICE DE LA CHASSE

ET LA

RÉPRESSION DU BRACONNAGE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(ÈS SCIENCES JURIDIQUES)

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le mardi 26 octobre 1909, à 3 heures

PAR

Paul MAGE

JUGE SUPPLÉANT CHARGÉ DE L'INSTRUCTION A PROVINS

Président : M. LE POITTEVIN.

Suffragants : { MM. GARÇON, }
 TISSIER, } *professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA POLICE DE LA CHASSE

ET LA

RÉPRESSION DU BRACONNAGE

PRÉFACE

La question du braconnage a toujours été et restera longtemps encore la grande préoccupation des chasseurs, mais elle tend de plus en plus à sortir des limites un peu étroites de ce monde spécial. Indépendamment de son but principal qui est la protection du gibier, la loi du 3 mai 1844 a en effet une portée sociale incontestable ; elle poursuit un but moral qui doit en relever l'importance aux yeux de tous ceux qui ont une claire notion de l'intérêt public : le braconnage qu'elle réprime engendre des habitudes d'oisiveté et de désordres qui conduisent trop souvent à des délits graves et parfois même à des crimes. Un préjugé fâcheux fait que l'on considère les délits de chasse comme de simples peccadilles sans aucune importance. Cela vient de ce que ces infractions ne supposent pas toujours la mauvaise foi de celui qui les commet, mais consistent dans la simple contravention aux prohibitions ou

aux prescriptions légales. Il va sans dire que nous nous inscrivons en faux contre cette opinion. D'ailleurs, au point de vue de la criminalité générale, il importe de réprimer sévèrement toute infraction, fût-elle de moyenne importance, qui se répète et tend à devenir un délit d'habitude. Beaucoup de délinquants commencent par se cantonner dans la classe des petits délits réprimés par des peines légères et y demeurent jusqu'au moment où leur dépravation entretenue et aggravée les entraîne plus loin dans la carrière du délit ou du crime. « La petite criminalité est le noviciat de la moyenne comme la moyenne est le stage de la grande (1). »

Nous nous proposons d'étudier la répression du braconnage, c'est-à-dire les sanctions pénales attachées par les législateurs aux prescriptions de la loi de 1844, et l'organisation de la police de la chasse qui a pour but de constater les infractions et d'en déférer les auteurs aux tribunaux.

(1) *Enquête parlementaire de l'Ass. nationale*, t. V, p. 579 et 580.

INTRODUCTION HISTORIQUE

La chasse a son origine dans les instincts les plus impérieux de l'homme primitif, dans la nécessité de se défendre contre les attaques des animaux sauvages et de s'en emparer pour se nourrir de leur chair et de se vêtir de leurs dépouilles.

Les peuples chasseurs ont précédé les peuples pasteurs, et la chasse fut tout d'abord l'unique voie ouverte à l'activité humaine.

A Rome la chasse a toujours été régie par le principe du droit commun. Tout propriétaire pouvait interdire l'entrée de son fonds au chasseur, et possédait l'action d'injures contre celui qui y avait pénétré malgré sa prohibition. Mais les Romains n'avaient pas organisé la police de la chasse, ils n'avaient apporté aucune restriction à son exercice soit dans l'intérêt de l'agriculture, soit dans celui de la protection du gibier, soit enfin en vue de la sûreté générale (1).

§ 1. — Les ordonnances royales.

Après la conquête franque, le droit de chasse appartenait encore à tout propriétaire sans distinction. Mais les grands seigneurs, amateurs passionnés de la chasse, ne

(1) Institutes, lib. 41, t. I, § 42.

tardèrent pas à s'arroger une partie des droits des propriétaires en établissant sur les terres de ces derniers de vastes emplacements appelés *forêts* qu'ils peuplaient d'animaux sauvages en faisant défense de les détruire. Les petits seigneurs voulurent imiter les grands, et créèrent de petites forêts appelées garennes sur les terres de leurs vassaux, en interdisant à ces derniers d'y chasser.

Les abus du privilège de la chasse dans les forêts et garennes souleva contre les seigneurs la haine des paysans contraints de désertir leurs campagnes ravagées par le gibier féodal et par les chasseurs. D'autre part, les rois jaloux d'affaiblir le pouvoir seigneurial, s'efforcèrent de restreindre le nombre des garennes et interdirent aux seigneurs d'en créer de nouvelles. Beaucoup, ruinés par les croisades, consentirent au rachat de leurs droits seigneuriaux. Enfin, les légistes invoquant l'autorité du droit romain, contestèrent la légitimité de la défense faite par les grands à leurs sujets de chasser sur leurs propres terres, et les déterminèrent à convertir leurs droits de garennes en redevances en argent. Au ^{xiv}^e siècle, les droits de garenne sont éteints et la chasse rendue au droit naturel : l'ordonnance de Philippe le Long de 1318, reconnaît à toute personne le droit de chasser, réservant seulement aux gentilshommes l'emploi de certains engins.

Sous ce régime de liberté absolue, la chasse ne tarda pas à dégénérer en un immense braconnage. Les rois ne songèrent pas à enrayer ces abus par des mesures de police. Mais ils virent dans la chasse un passe-temps propre à

occuper les loisirs des seigneurs turbulents. Les préambules des ordonnances royales exaltent l'excellence de la chasse à laquelle il importe de convier la noblesse pour la détourner des guerres civiles, alors qu'au contraire ces mêmes ordonnances déclarent qu'il est nécessaire « d'empêcher les laboureurs et gens des mécaniques de perdre leur temps en délaissant leur agriculture et artifice sans lesquels la chose publique ne saurait être substantée, et devenir vagabonds, fainéants et inutiles ».

Une ordonnance de Charles VI, du mois de janvier 1366, défendit la chasse « à toute personne non noble si elle n'est à ce privilégiée, ou si elle n'a reçu expresse commission de par personne qui la lui puisse donner, ou si elle n'est personne d'église, ou s'il n'est bourgeois vivant de ses possessions et rentes ». Les ordonnances de François I^{er} en 1515 et de Henri IV en 1602 renouvelèrent ces prohibitions en y ajoutant des peines barbares. Ceux qui chassaient aux grosses bêtes dans les forêts royales étaient punis pour la première fois d'une amende de 250 livres et devaient être battus de verges sous la custode (1) jusqu'à effusion du sang. En cas de récidive ils étaient battus de verges autour des forêts et garennes et bannis à 15 lieues.

« S'ils y retournent après les dites punitions, la tierce fois seront mis aux galères par force ou battus de verges, ou bannis perpétuellement et leurs biens confisqués. Et s'ils étaient incorrigibles et obstinés et récidivaient après

(1) Porte de la prison.

les dites punitions en enfreignant leur ban, seront punis du dernier supplice. »

Enfin l'ordonnance de 1669 défendit à tout paysan et roturier non possédant fief de quelque état et qualité qu'il fût, de chasser en quelque lieu et de quelque manière que ce pût être. Cette ordonnance était donc plus restrictive que les précédentes en ce qu'elle refusait le droit de chasse au bourgeois vivant de ses possessions et rentes. En revanche elle supprimait la peine de mort à l'égard des récidivistes.

Sous l'empire de cette ordonnance qui ne fut abrogée que par les lois de la révolution, on pouvait considérer le droit de chasse à un double point de vue.

1° Comme faculté personnelle accordée à certaines personnes et refusée à d'autres.

2° Comme un droit réel attaché à tel ou tel domaine ou à telle seigneurie.

La faculté personnelle de chasser était accordée à tous seigneurs, gentilshommes et nobles, ce qui comprenait les simples propriétaires de fiefs et seigneuries (1). Les roturiers non possédant fief ne pouvaient chasser même sur leurs propres terres.

Le droit de chasse considéré comme une espèce de droit réel était annexé à la seigneurie ou à la haute justice. Il appartenait au roi dans tout son royaume ; les seigneurs et tous ceux qui avaient la faculté de chasser ne pouvaient

(1) Tit. XXX, art. 14.

donc la tenir que d'une permission royale toujours révocable.

L'ordonnance de 1669 était manifestement usurpatrice en ce qu'elle confirmait ce prétendu principe, que le droit de chasse est un attribut de la souveraineté. Les juristes essayèrent de justifier cette théorie (1) : le droit absolu sur le gibier s'explique, disaient-ils, parce qu'il s'agit d'une chose commune. Or, la souveraineté tient en mains tout ce qui est commun et public et en dispose à son gré.

Mais en raisonnant ainsi, ils confondaient deux catégories juridiques cependant bien distinctes : les choses communes qui appartiennent à la collectivité ou à son représentant l'Etat et les *res nullius* qui n'appartiennent à personne et dont l'occupation constitue le titre d'acquisition.

Pour la première fois, on voit apparaître dans l'ordonnance de 1669 le souci des mesures de police prises dans l'intérêt de la sûreté publique, de la conservation du gibier et de l'agriculture. L'article 14 de cette ordonnance défendait la chasse de nuit dans les bois avec armes à feu et l'emploi de certains engins prohibés : « tirasses, tonnelles, traîneaux, bricoles de cordes et fils d'archal, pièces et pans de rêts et collets ». L'article 18 interdisait la chasse sur les terres ensemencées depuis que le blé est en tuyau, et dans les vignes depuis le 1^{er} mai jusqu'à la dépouille.

Les délits de chasse étaient constatés par les procès-verbaux des gardes-chasse des seigneurs et donnaient lieu à

(1) De Launay, *Traité du droit de chasse*, 1638.

deux actions : l'une publique à la requête des procureurs fiscaux, l'autre privée à la requête des parties intéressées. La chasse faite avec permission du seigneur par celui qui n'avait pas la faculté personnelle de chasser ne donnait lieu qu'à l'action publique ; celle faite sans permission par celui qui avait la faculté personnelle ne donnait lieu qu'à l'action privée, parce qu'elle ne lésait que les intérêts du seigneur.

Les injustices blessantes consacrées par la législation féodale avaient excité la haine du peuple contre la noblesse. Les doléances du tiers état concernant le privilège de la chasse furent longuement exprimées dans les cahiers des états généraux. Dans la nuit du 4 août, ce privilège fut aboli par l'Assemblée constituante en même temps que les autres droits féodaux.

Cette abolition fut confirmée par le décret du 11 août suivant qui restitua le droit de chasse à la propriété. « Le droit exclusif de la chasse et des garennes est aboli, dit ce décret, et tout propriétaire a le droit de détruire et faire détruire seulement sur ses possessions toute espèce de gibier, sauf à se conformer aux lois de police qui pourraient être faites relativement à la sûreté publique. Monsieur le président sera chargé de demander au roi le rappel des galériens et des bannis pour simple fait de chasse, l'élargissement des prisonniers actuellement détenus et l'abolition des procédures existant à cet égard. »

La nécessité des lois de police annoncées ne tarda pas à se faire sentir. La liberté absolue de la chasse devint bien-

tôt la source d'une foule de désordres et d'abus. L'Assemblée constituante, dans le but de pourvoir à leur répression, rendit le 30 avril 1790 un décret hâtivement rédigé qui ne devait être que provisoire, mais subsista *jusqu'en 1844*.

§ 2. — Décret du 30 avril 1790.

Le seul but poursuivi par l'Assemblée constituante fut de faire respecter le droit de chasse, considéré comme inhérent au droit de propriété et de protéger l'agriculture. C'est ce qui ressort du préambule du décret de 1790 ainsi conçu :

« L'Assemblée constituante considérant que par ses décrets des 4, 5, 7 et 11 août 1789 le droit exclusif de la chasse est aboli et le droit rendu à tout propriétaire de détruire et faire détruire sur ses possessions seulement toute espèce de gibier, sauf à se conformer aux lois de police qui pourraient être faites relativement à la sûreté publique, mais que par un abus répréhensible de cette disposition la chasse est devenue une source de désordres et d'abus qui, s'ils se prolongeaient davantage pourraient devenir funestes aux récoltes dont il est si instant d'assurer la conservation, a par provision, en attendant que l'ordre de ses travaux lui permette de plus grands développements sur cette matière, décrète ce qui suit..... »

L'article 1^{er} déclare que chaque département fixera à l'avenir le temps pendant lequel la chasse sera libre dans son arrondissement aux propriétaires sur leurs terres non closes. Si ces possessions sont séparées par des murs ou

des haies vives d'avec les héritages voisins, les propriétaires pourront y chasser en tout temps.

Aucune disposition de la loi n'avait en vue la conservation du gibier. Mais à cette époque il pullulait à tel point qu'il fallait bien plutôt encourager sa destruction ; et, en effet, l'article 15 du décret de 1790 permit aux propriétaires ou possesseurs et même aux fermiers, de détruire en tout temps le gibier, même dans les récoltes non closes en se servant de filets ou autres engins qui ne puissent pas nuire aux fruits de la terre.

Pour constater les infractions, l'article 9 du décret autorisait le conseil général de chaque commune à établir un ou plusieurs gardes messiers, baugards ou gardes champêtres reçus ou assermentés par la municipalité. Les procès-verbaux de ces agents, affirmés dans les 24 heures entre les mains d'un officier municipal, feraient foi jusqu'à preuve contraire.

C'est surtout au point de vue de la répression des délits que le décret de 1790 était defectueux. Il ne prévoyait et distinguait que deux sortes d'infractions :

1° La chasse sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire ;

2° La chasse en temps prohibé.

Ces deux infractions, de la compétence de la police correctionnelle, étaient punies d'une peine fixe : une amende de 20 livres, doublée en cas de récidive et triplée ou quadruplée s'il survenait une troisième et une quatrième contravention dans l'année. La peine était portée à 30 li-

vres si le délit de chasse sur le terrain d'autrui avait été commis sur une propriété close, à quarante si cette propriété était attenante à une habitation.

Le décret de 1790 porte la marque caractéristique de l'évolution qui s'accomplit après 1789 dans le droit pénal sous l'influence des philosophes du XVIII^e siècle. Un grand esprit d'humanité pénètre dans la législation dont le trait dominant avait été jusqu'alors la cruauté et l'arbitraire. Malheureusement, pour éviter un excès, le législateur de 1790 tomba dans un autre. En punissant tous les délits de chasse d'une peine fixe sans maximum ni minimum, et en réduisant la fonction du juge à l'application mécanique d'un texte de loi, on empêchait ce dernier de proportionner la peine à la culpabilité du délinquant qui peut varier beaucoup suivant les circonstances.

Nos anciennes lois sur la chasse étaient beaucoup trop sévères, le décret de 1790 ne l'était point assez. Une simple amende de 20 livres, même doublée, triplée ou quadruplée en cas de récidive dans l'année, ne constituait pas une sanction suffisamment énergique : la protection de la propriété et de l'agriculture n'était pas assurée. Le braconnage devint une véritable industrie. De nombreuses pétitions signalant les abus des chasseurs furent adressées aux Chambres et renvoyées par elles au gouvernement. Les conseils généraux en les signalant chaque année à l'attention des pouvoirs publics, les attribuaient avec juste raison à l'insuffisance des lois. Ces doléances furent entendues. Un projet de loi fut présenté par le

garde des sceaux, M. Martin du Nord le 17 avril 1843, et après de longues discussions tant à la Chambre des Pairs qu'à la Chambre des députés, convertie en loi le 3 mai 1844.

§ 3. — Loi du 3 mai 1844.

Avant d'étudier la police de la chasse et la répression du braconnage, il importe de rechercher le but de la loi de 1844, d'examiner si le droit commun ne protégeait pas suffisamment les intérêts qu'elle a voulu sauvegarder, et si une législation spéciale de la chasse s'imposait en 1844.

Le but de la loi du 3 mai 1844 a été clairement indiqué dans l'exposé des motifs. « Préserver le gibier d'une destruction prochaine, protéger la propriété et l'agriculture qui n'ont pas de plus grands fléaux que les abus dont nous voulons tarir la source, tels sont les deux motifs principaux qui ont dicté les dispositions de ce projet. Mais ces deux graves questions ne sont pas les seules qui y trouveront des garanties : la répression du braconnage aura pour résultat de faire perdre à une classe nombreuse de la population des habitudes d'oisiveté et de désordres qui conduisent à des délits de tous genres et même souvent à des crimes. »

La loi de 1844 a également un but fiscal dont nous aurons à dire quelques mots.

BUT DE LA LOI DU 3 MAI 1844.

§ 1. — Protection de la propriété et de l'agriculture.

« Nul ne pourra chasser sur la propriété d'autrui sans le consentement du propriétaire ou de ses ayants droit. »

En posant cette règle, l'article 11 de la loi du 3 mai 1844 n'a fait que consacrer un principe depuis longtemps reconnu, à savoir que le droit de chasse est inhérent à la propriété.

Chasser, c'est-à-dire passer sur un terrain pour y rechercher le gibier, le poursuivre et s'en emparer, c'est jouir d'une certaine manière de ce terrain, et cette jouissance appartient, exclusivement au propriétaire, ou à ses ayants droit. La chasse ne pourrait être libre sans qu'il en résultât une gêne considérable pour les propriétaires et même de graves abus. On verrait tous les jours, sous prétexte de chasse, des gens sans aveu envahir à main armée la propriété d'autrui et réquisitionner les poules à défaut de gibier. La présence répétée de nombreux chasseurs se succédant à chaque instant sur une terre cultivée paraît inconciliable avec les nécessités de la culture.

C'est donc à bon droit que le législateur de 1844 a interdit, sous peine d'une amende de 16 à 100 francs, la chasse sur le terrain d'autrui sans autorisation du propriétaire.

Sans doute, la plupart des abus auxquels nous faisons allusion, tombent sous l'application du droit commun. C'est ainsi que les articles 471, § 13 et 475, § 9, punissent d'amende variant de un à dix francs, le fait de passer sans droit sur le terrain d'autrui lorsque ce terrain est préparé, ensemencé ou chargé de fruits, et que les articles 444 et 456 du même Code prononcent des peines d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à cinq ans contre ceux qui dévastent des récoltes sur pied et détruisent des clôtures. Mais le législateur de 1844 a estimé que le droit commun ne protégeait pas suffisamment la propriété et l'agriculture contre les dommages qui résultent si fréquemment de l'exercice de la chasse. Il a voulu tarir la source d'abus qu'il eût été souvent difficile de réprimer, parce que les auteurs en demeurent généralement inconnus.

D'autres dispositions de la loi sont inspirées par la même pensée de protection des intérêts agricoles. L'article 3 laisse aux préfets le soin de déterminer, chaque année, la date de l'ouverture et de la fermeture de la chasse, en consultant, dans leur département, l'état des récoltes ; et l'article 12 punit d'une amende de 50 à 200 francs et d'un emprisonnement facultatif de six jours à deux mois, ceux qui auront chassé en temps prohibé.

Le droit de chasse sur un terrain appartient, nous l'avons dit, au propriétaire du fonds. Il peut en disposer à son gré, soit en le louant, soit en le cédant à titre gratuit ou onéreux. Mais il ne faut pas confondre le *droit* de chasse avec *l'exercice* de ce droit. Le propriétaire lui-même, chas-

sant sur son propre fonds, doit en principe se conformer aux règles restrictives établies dans un but de police par la loi du 3 mai 1844.

Il y a cependant une exception :

L'article 2 de la loi, dispose en effet « que le propriétaire peut chasser ou faire chasser en tout temps, sans permis de chasse, dans ses possessions attenantes à une habitation et entourées d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins ». Mais il ne faudrait pas en conclure qu'en votant cet article le législateur ait eu l'intention de créer au profit des plus riches propriétaires un véritable privilège et de renouveler ainsi les anciens abus créés par la féodalité. Son but a été clairement exposé à la Chambre des députés par M. Pascalis, membre de la commission.

« La loi, a-t-il dit, a voulu accorder au propriétaire une immunité nécessaire, inévitable ; la clôture attenant à l'habitation, c'est la continuation du domicile. Notre projet de loi a donc voulu seulement, en ne permettant pas de venir rédiger des procès-verbaux contre le propriétaire qui aura chassé dans son jardin, dans son parc, maintenir le respect du domicile... Il doit être permis au propriétaire de faire en son domicile, ce qui lui plaît. Ceux qui auront des parcs et des enclos attenant à leur habitation, pourront y chasser en tout temps. Il reste, sans doute, un sujet de regret, c'est que le principe d'égalité devant la loi reçoit quelque atteinte. Mais tolérer une inégalité aussi légère

n'est rien à côté du danger de violer le domicile sans de graves motifs. »

§ 2. — **Protection du gibier.**

Si le droit de chasse appartient au propriétaire, il n'en est pas de même du gibier qui n'appartient à personne. C'est une *res nullius* dont le premier venu peut acquérir la propriété par *occupation*.

Les articles 539 et 713 du Code civil, aux termes desquels tous les biens vacants et sans maître appartiennent à l'Etat, pourraient faire douter de l'existence de cette catégorie de choses dans notre droit. Et en effet, le projet de l'an VIII avait supprimé les *res nullius* pour rendre inutile l'occupation comme mode d'acquérir la propriété. Mais le projet fut corrigé sur ce point à la suite des observations des tribunaux. Il est aujourd'hui universellement reconnu que cette attribution des choses sans maître à l'Etat concerne uniquement les immeubles, les terrains inoccupés. Tandis que le gibier, le poisson, le *res relictæ* n'appartiennent à personne et deviennent la propriété du premier occupant.

Peu importe, d'ailleurs, que le chasseur se soit ou non conformé aux règles que la loi sur la chasse a établies par mesure de police en vue de l'ordre public et de l'intérêt général. Ces règles sont étrangères au droit d'occupation des *res nullius* qui est régi exclusivement par les principes généraux du droit naturel.

La rigueur de ce principe est telle que le propriétaire

qui s'emparerait frauduleusement du gibier tué sur son terrain par un chasseur, même sans sa permission, serait passible des peines du vol.

Cependant, s'il a été longtemps admis sans conteste, que le gibier est *res nullius*, et s'il est certain que la loi du 3 mai 1844 admet implicitement ce principe, bien qu'elle ne l'énonce pas formellement, il convient de remarquer que ce principe est actuellement fort discuté. C'est qu'en effet, par suite de la diminution du gibier, conséquence de l'augmentation prodigieuse du nombre de chasseurs, les conditions de la chasse ont été profondément modifiées. Il faut recourir à l'élevage pour avoir des propriétés giboyeuses, et cet élevage est très coûteux. La plupart des congrès cynégétiques se sont préoccupés de la question de la propriété juridique du gibier. Le plus récent, tenu à Narbonne au mois de mai dernier, a conclu à une distinction entre le gibier d'élevage qu'il y aurait lieu de classer *res propria* et le gibier de passage ou celui de chasses non gardées qui devrait seul être considéré comme *res nullius* (Voir article de M. le comte Clary, président du S. H. C. F., journal le *Martin* du 12 juin 1909).

Mais il faut reconnaître que la notion de propriété est difficilement applicable au gibier qui vit dans un état de liberté naturelle, et ne reste pas cantonné dans les limites de la propriété la mieux gardée. La distinction proposée entre le gibier de passage et le gibier dit sédentaire est une solution beaucoup trop simple qui ne correspond pas à la complexité du problème.

Le propriétaire de la chasse gardée non close ne peut prétendre à la propriété exclusive de tout le gibier qui se trouve à un moment donné sur son terrain, car ses voisins sur la propriété desquels le gibier s'envolera plus tard, pour y chercher sa nourriture, ont autant de droit sur lui.

Une des préoccupations dominantes du législateur de 1844 fut de pourvoir efficacement à la conservation du gibier qui constitue un élément important de la richesse publique.

La valeur du gibier abattu en France se chiffre annuellement par 40 millions. L'affermage des terrains de chasse dans la région qui avoisine Paris, donne un rendement de 10 francs par hectare. En Sologne, la chasse se loue même jusqu'à 20 francs.

Il résulte d'une statistique établie avec grand soin et présentée par M. Coutard, inspecteur des finances, au Congrès international de la chasse, ouvert à Paris, le 15 mars 1907, que, soit au point de vue du commerce, soit au point de vue de la passation de baux, la chasse représente en France environ cinq cents millions d'affaires par an et occupe plus de 200.000 ouvriers et travailleurs.

Et cependant chez nous, le gibier n'est pas considéré, de même qu'en Allemagne, comme une récolte, un produit de la terre, à l'égal du blé ou du fourrage. Certaines exploitations agricoles d'Alsace, de Lorraine, de Hesse, de moyenne grandeur, vendent annuellement, sans aucun élevage, pour 2.500 à 3.000 francs de gibier par an. Les

champs de bonne culture prennent, de ce fait, une plus-value, et le gibier qui aime les terrains incultes constitue le moyen de donner une valeur aux friches.

Le propriétaire français ne voit dans la chasse qu'un agrément. Il se croirait déshonoré s'il vendait son gibier. Aussi qu'arrive-t-il ? Dans tous les pays de moyenne propriété où il n'y a pas de grandes battues, les braconniers sont les seuls pourvoyeurs des marchands de comestibles, et ce faux point d'honneur n'est pas une des moindres causes du développement du braconnage.

Quant aux petits propriétaires dont le droit de chasse n'est pas plus respecté par les chasseurs que par les véritables braconniers, la question du braconnage les laisse indifférents. Ce n'est qu'en les encourageant à s'associer pour faire garder leur chasse, qu'on leur fera comprendre tout le parti qu'ils pourraient en tirer.

Les dispositions de la loi qui ont pour but de protéger le gibier contre la destruction sont nombreuses, et leur examen nous entraînerait hors des limites de notre sujet.

On peut les résumer ainsi :

Certaines ont directement pour but d'empêcher cette destruction :

1° En obligeant toute personne qui veut chasser à se munir d'un permis de chasse.

2° En défendant la chasse sur le terrain d'autrui.

3° En défendant la chasse de nuit.

4° En interdisant la chasse en temps de neige.

Les deux premières mesures tendent évidemment à la

conservation du gibier en diminuant le nombre des chasseurs.

D'autres ont pour but de favoriser la reproduction du gibier.

1° En fixant une période pendant laquelle la chasse sera interdite ;

2° En faisant défense de prendre ou de détruire, sur le terrain d'autrui, des œufs ou couvées de faisans, perdrix ou cailles.

Parmi les mesures que nous venons de citer, la plupart, nous l'avons déjà dit, ont aussi visé à sauvegarder les intérêts de la propriété et de l'agriculture. D'autres, ainsi que nous le verrons tout à l'heure, ont pour but d'assurer l'ordre public.

§ 3. — But fiscal.

Aux termes de l'article 11 de la loi du 3 mai 1844 : « Nul ne pourra chasser s'il ne lui a pas été délivré un permis de chasse par l'autorité compétente. »

Le but de l'institution du permis de chasse est double. En subordonnant la délivrance de ce permis à l'avis favorable du maire et du sous-préfet, on a voulu éviter d'armer des individus qui, sous prétexte de chasse, pourraient se livrer à des excès à la fois dangereux pour la société en général et pour les propriétaires. Mais le permis de chasse, dans l'esprit du législateur, a été institué surtout dans un but fiscal.

A vrai dire, ce n'est pas la loi de 1844 qui, la première,

a établi un impôt sur l'exercice de la chasse. Un décret du 11 juillet 1810 avait déjà rendu obligatoire, mais pour la chasse à tir seulement, la délivrance d'un permis dit de « port d'arme », donnant lieu à la perception d'une taxe.

En 1844, on ne fit qu'étendre l'application de cette mesure à toute espèce de chasse.

Le coût du permis de chasse est actuellement de 28 francs non compris le droit de timbre auquel est assujettie la demande de délivrance adressée au préfet. Il était de 30 francs en 1810 et fut réduit à 15 francs en 1816. La loi du 3 mai 1844, article 5, en avait fixé le taux à 25 francs. Ce tarif fut élevé le 23 mai 1871 à 40 francs sous l'empire de besoins financiers urgents, au lendemain de la guerre franco-allemande. Mais cette mesure ayant diminué le nombre des permis et la somme totale perçue par le Trésor, la loi du 20 décembre 1872 réduisit le coût du permis à 25 francs.

C'est la loi de finances du 2 juin 1875 qui le fixa au taux actuel de 28 francs sur lesquels 18 francs sont attribués à l'Etat et 10 francs à la commune.

Ce prix se trouve dans la moyenne de celui des permis de chasse dans les différents pays de l'Europe.

En Prusse, il est de 15 marks

En Bavière, il est de 15 —

En Saxe, il est de 12 —

En Belgique, il est de 45 francs

En Angleterre, il est de 3 £ ou 75 francs

La taxe, sur le permis de chasse, a soulevé en ces dernières années de nombreuses critiques ; on lui a reproché

d'être injuste comme tous les impôts de capitation qui frappent également riches et pauvres, et l'on a proposé de la supprimer et de la remplacer par d'autres impôts. Le 16 décembre 1906 M. Raoul Péret déposa à la Chambre des députés, une proposition d'article additionnel à la loi de finances tendant à imposer proportionnellement à leur étendue les chasses gardées de plus de 10 hectares. Cette proposition, qui fut d'ailleurs repoussée, causa une grande émotion dans le monde des chasseurs ; son adoption aurait eu, en effet, pour résultat de diminuer le nombre des moyennes chasses gardées déjà grevées par tant de frais, et c'est grâce à ces chasses où il trouve un refuge que le gibier a pu échapper jusqu'à ce jour à une complète destruction.

La taxe sur le permis de chasse présente d'ailleurs certains avantages qu'il est impossible de ne pas reconnaître.

Comme tous les impôts indirects perçus à l'occasion d'un fait et même dans le cas d'un plaisir, elle est acceptée sans trop de mécontentement par les chasseurs et fournit aux caisses publiques des sommes considérables qu'il serait difficile de remplacer.

En 1907, les permis de chasse ont rapporté 10 millions 321.000 francs à l'Etat et 5.124.000 francs aux communes. Il en fut délivré 573.000.

Il convient de remarquer d'ailleurs que la chasse est pour l'Etat, l'occasion d'autres profits. Les chiens sont soumis à une taxe qui a produit 10 millions en 1907, et le

monopole des poudres de chasse a rapporté la même année huit millions et demi à l'Etat.

La suppression de la taxe du permis de chasse, que certains députés soucieux de prétendues réformes démocratiques, ont demandée à la Chambre des députés, notamment en 1899 (M. Paulin Daudé), aurait ce grave défaut d'encourager à chasser beaucoup de personnes qui tirent leurs moyens d'existence d'un labeur quotidien. Ces nouveaux chasseurs ne tarderaient pas à s'apercevoir que la chasse pratiquée conformément à la loi, ne nourrit pas son homme, et ils iraient presque fatalement grossir le nombre des braconniers.

On parle beaucoup de la démocratisation de la chasse à laquelle se livrent actuellement 13 o/o des individus en état de prendre un permis. On veut, sans doute, dire par là que la classe moyenne participe à un plaisir qui fut longtemps réservé à certains privilégiés. Mais la chasse n'en est pas moins actuellement encore et sera toujours, par la force des choses, un sport à l'usage de ceux qui peuvent lui consacrer des loisirs et de l'argent. Aussi bien la taxe du permis de chasse apparaît être comme un impôt somptuaire.

§ 4. — But d'ordre et de sûreté publique.

Le permis de chasse dont la délivrance est subordonnée à l'avis favorable du maire et du sous-préfet, a été également institué, ainsi que nous l'avons dit précédemment, dans un but d'ordre et de sûreté publique. Il importait,

en effet, que le permis de chasse, qui comprend l'ancien permis de port d'arme fût refusé à tous ceux entre les mains duquel il eût été dangereux de laisser un fusil à raison de leur jeunesse, de leur inconduite ou du peu de garantie qu'offrait leur insolvabilité.

A vrai dire, cette mesure a peu d'intérêt en ce qui concerne la police de la chasse, car il est rare que le véritable braconnier preune un permis. Son refuge contre les poursuites n'est pas dans la légalité, il trouve, au contraire, sa garantie dans l'absence de tout ce qui peut le faire reconnaître. L'exhibition du permis qui signalerait au garde son nom et sa demeure serait justement ce qui l'exposerait à des poursuites, et il est trop habile pour acheter chèrement un danger de plus.

Le refus de permis de chasse par le préfet est tantôt *facultatif* et tantôt *obligatoire*.

Aux termes de l'article 6, le permis *peut* être refusé :

1° A tout individu majeur qui ne sera point personnellement inscrit et dont le père ou la mère ne serait pas inscrit au rôle des contributions.

Cette disposition ne trouve guère d'application dans la pratique, car, à part les vagabonds, presque tous les individus sont inscrits sur le rôle des contributions, et il n'est pas nécessaire que le paiement de l'impôt soit effectif.

2° A tout individu qui, par une condamnation judiciaire, est privé de l'un ou plusieurs des droits énumérés à l'article 42 du Code pénal autre que le droit de port d'armes ;

3° A tout condamné pour délit d'association illicite, de fabrication, débit, distribution de poudre, armes et autres munitions de guerre, de menaces verbales avec ordre et sous condition, d'entrave à la circulation des grains, de dévastation d'arbres ou de récoltes sur pied, de plants venus naturellement ou faits de main d'homme ;

4° A ceux qui auront été condamnés pour vagabondage, mendicité, vol ou abus de confiance.

Les articles 7 et 8 rendent *obligatoire* le refus du permis de chasse à certains individus.

L'article 7 vise le cas d'*incapacité*.

L'article 8, les causes d'*indignité*.

Aux termes de l'article 7, sont incapables :

1° Les mineurs qui n'ont pas 16 ans accomplis ;

2° Les mineurs de 16 à 21 ans, à moins que le permis ne soit demandé pour eux par leur [père, mère, tuteur, curateur porté au rôle des contributions ;

3° Les interdits ;

4° Les gardes champêtres ou forestiers des communes et établissements publics ainsi que les gardes forestiers de l'Etat et les gardes-pêche.

Aux termes de l'article 8, sont indignes :

1° Ceux qui, par suite de condamnations, sont privés du droit de port d'arme ;

2° Ceux qui n'auront pas exécuté les condamnations prononcées contre eux pour l'un des délits prévus par la loi de 1844.

3° Tout condamné placé sous la surveillance de la haute police.

Il convient de rapprocher des articles précités, l'article 18 qui permet aux tribunaux de priver le délinquant d'obtenir un permis de chasse pendant un délai de cinq ans.

C'est aux préfets, qu'aux termes de l'article 5 de la loi du 3 mai 1844, incombait le soin de délivrer les permis de chasse. Mais un décret de décentralisation du 13 avril 1861, confia ces attributions aux sous-préfets.

Il a même été déposé à la Chambre, au mois de janvier 1909, un projet de loi qui détermine un mécanisme permettant l'obtention du permis de chasse sans intervention de l'administration préfectorale.

Aux termes de l'article 1^{er} de ce projet : « Le permis de chasse sera obtenu sur l'avis favorable du maire de la commune dans laquelle celui qui en fera la demande aura sa résidence ou son domicile.

« Il sera établi sur une formule spéciale susceptible de recevoir la demande de l'intéressé dans une partie réservée à cet effet et assujettie à ce titre au droit de timbre de dimension prévu par les articles 12 de la loi du 13 brumaire an VIII et 2 de la loi du 23 août 1871. L'intéressé se procurera cette formule dans un bureau du timbre moyennant l'acquittement du dit droit fixé à 1 fr. 60, et la fera revêtir dans les conditions qui sont prévues par un règlement d'administration publique, de l'avis favorable du maire, puis, il la présentera au percepteur de la résidence ; ce percepteur la visera pour quittance après paiement de la somme de 28 francs, comprenant un droit de 18 francs

au profit de l'Etat et 10 francs au profit de la commune dont le maire aura donné l'avis énoncé au paragraphe 1^{er} du présent article. »

La réforme proposée serait certainement bien accueillie par les chasseurs, qui pourraient ainsi obtenir leur permis dans le canton même où se trouvent le débitant de timbre, le maire de la commune et le percepteur. D'autre part, elle supprimerait une formalité inutile. Chacun sait, en effet, que le contrôle exercé par la sous-préfecture n'est qu'un contrôle de pure forme en raison du nombre considérable des demandes qui affluent au moment de l'ouverture de la chasse.

Il y a tout lieu de croire que les maires, soucieux de respecter la légalité, rempliront scrupuleusement ce devoir de contrôle qui rentre tout naturellement dans leurs attributions d'officiers de police judiciaire.

La répression du braconnage est motivée par de graves raisons d'ordre public. Si, en effet, les délits de chasse considérés en eux-mêmes sont des infractions peu graves, il n'en est pas de même du braconnage professionnel qui peut être regardé comme une sorte de vagabondage *sui generis*.

Le braconnier prend des habitudes d'oisiveté qui l'entraînent fatalement à se joindre aux pires malfaiteurs et à commettre des délits graves ou même des crimes.

Réprimer sévèrement le braconnage, c'est faire œuvre de salubrité publique, c'est assainir les campagnes.

PREMIÈRE PARTIE

RÉPRESSION DU BRACONNAGE

CHAPITRE PREMIER

MESURES PRÉVENTIVES.

Pour prévenir le braconnage, le législateur de 1844 décida de fermer tout débouché à l'industrie des braconniers. L'article 4 de la loi interdit, en effet, dans chaque département « de mettre en vente, de vendre, d'acheter, de transporter et colporter du gibier pendant que la chasse n'y est pas permise ».

Ces dispositions n'étaient pas entièrement nouvelles dans la législation française. On en trouvait déjà d'analogues dans l'article 14 de l'ordonnance de mars 1515, ainsi que dans divers règlements de la table de marbre de Paris des 17 avril 1674 et 1^{er} mars 1706.

Dans plusieurs villes, les maires avaient pris des mesures interdisant la mise en vente du gibier sur les *marchés publics*, hors le temps où la chasse est autorisée.

On estima qu'il était nécessaire de généraliser cette pra-

tique et la consacrer par une loi. Le garde des sceaux, dans l'exposé des motifs, s'est exprimé ainsi :

« Pendant que la chasse est interdite, on voit dans nos marchés, la preuve flagrante que cette interdiction est sans effet. Il y a, dans la loi de 1790, une inconséquence qu'il est difficile d'expliquer. C'est comme si le Code pénal, en punissant le vol, autorisait la complicité et le recel. Défendre la vente du gibier pendant le temps où la chasse n'est pas permise, c'est le moyen le plus sûr de détruire, tout au moins, de diminuer le braconnage. La sévérité des peines prononcées contre les chasseurs trouvés en délit, ne suffit pas pour parvenir à ce but. Il est souvent difficile d'atteindre le braconnier dans les champs, dans les bois, pendant la nuit. Il le sera moins de constater la vente du gibier en temps prohibé et de prévenir, par là, une partie des infractions que l'on ne pourrait punir. »

Le législateur ne se borna pas à punir la vente du gibier capturé en temps prohibé, il résolut d'interdire tous les actes matériels ou juridiques qui tendraient à son utilisation.

Examinons donc chacune des prohibitions édictées par l'article 4 et sanctionnées par l'article 12 qui punit toute contravention à ces prohibitions d'une amende de 50 à 200 francs et d'un emprisonnement facultatif de six jours à deux mois.

a) *Mise en vente.*

Mettre en vente du gibier en temps prohibé, c'est l'ex-

poser aux regards du public à l'étalage d'un magasin ou d'une boutique.

Si le gibier se trouve dans un appartement privé ou dans un magasin réservé où le public n'est pas admis, il n'y a pas, à notre avis, mise en vente. On objectera que le commerçant ne sera pas assez imprudent pour exposer son gibier à tous les regards et braver, en quelque sorte, la police, mais on peut répondre que même en agissant secrètement, il ne sera jamais sûr d'échapper à toute répression : il pourra, en effet, être condamné s'il est prouvé qu'il *a vendu* du gibier à telle ou telle personne.

La simple *détention* du gibier en temps prohibé de la part d'un aubergiste ou marchand de comestibles, ne constitue pas une infraction, car l'interprétation des lois pénales doit toujours être restrictive et la détention ne rentre pas dans l'énumération des actes délictueux prévus par la loi de 1844.

b) *Vente et achat.*

La vente est le contrat par lequel une personne se dessaisit de la propriété d'une chose moyennant un prix.

Le simple marchandage ne constitue pas un délit, mais il en est autrement de l'échange qui s'analyse en une vente suivie d'un achat moyennant le prix de la chose vendue.

La donation, au contraire, est un contrat à titre gratuit, d'ailleurs inusité dans le commerce et, à ce titre, le législateur n'a pas cru devoir l'interdire.

La commission, chargée de l'élaboration de la loi de 1844, — nous l'avons déjà dit, — n'avait interdit que la vente du gibier en temps prohibé. A la suite d'un amendement présenté par M. de La Plesse, l'achat fut également érigé en délit.

La vente et l'achat sont d'ailleurs prohibés aussi bien dans une demeure particulière que dans un lieu public. Mais il sera souvent difficile de constater l'infraction dans le premier cas, car les perquisitions ne sont pas permises chez les particuliers. Dans le deuxième cas, au contraire, celui où un marchand ou un aubergiste aura acheté du gibier pour le vendre, on pourra faire des recherches dans sa boutique et même à son domicile, conformément au paragraphe 3 de l'article 4 de la loi.

c) *Colportage.*

C'est le transport du gibier avec l'intention de le vendre. Le colporteur est celui qui s'en va à travers rues et places, offrant sa marchandise à tout venant. On conçoit qu'un tel délit sera rare, car les complices des braconniers agissent d'ordinaire secrètement.

d) *Transport.*

Vainement on aurait interdit le colportage si on ne lui avait pas enlevé la ressource de se cacher sous les dehors du transport permis. Tout transport est prohibé, même de la part du propriétaire qui, ayant droit de chasse en tout temps dans son enclos, voudrait expédier son gibier de sa maison de campagne à sa maison de ville. Il a paru

indispensable au législateur désireux d'assurer le respect de la loi, de ne faire aucune distinction.

Mais il nous semble impossible de condamner l'entrepreneur de messageries qui a transporté du gibier dissimulé dans des bourriches remplies de fruits ou de volaille et n'a ni connu, ni pu connaître le contenu des colis, car il manque, dans ce cas, l'élément essentiel de tout délit, la volonté de l'agent.

Les principes ordinaires de la complicité s'appliquent à notre matière, et celui qui a expédié du gibier doit être poursuivi comme complice de la personne qui s'est chargée du transport.

e) *Perquisitions.*

Pour arriver à la constatation des infractions prévues par l'article 4, il était nécessaire de permettre aux agents chargés de la police de la chasse, de faire des perquisitions.

Deux tendances, absolument opposées, se manifestèrent à cet égard à la Chambre des pairs en 1844. Certains députés voulaient autoriser les perquisitions même au domicile des simples particuliers, les autres, par respect pour la liberté individuelle, n'en voulaient tolérer aucune.

Après de très vives discussions, on s'arrêta à une solution intermédiaire : les recherches furent permises seulement dans les lieux publics et au domicile des aubergistes et marchands de comestibles. Mais par domicile, il faut entendre la maison entière, même la partie affectée au logement personnel du commerçant.

En restreignant au domicile des aubergistes et marchands de comestibles, l'application de l'article 4, § 3, le législateur a voulu respecter l'inviolabilité du domicile. Il n'a pas cru que les délits prévus par la loi sur la chasse fussent assez graves pour autoriser à porter atteinte à un principe tutélaire qui est la garantie de la liberté individuelle.

Cette pensée du législateur, qu'il ne faut pas perdre de vue, va nous permettre de résoudre une importante question.

Les agents chargés de constater les infractions à l'article 4 peuvent-ils procéder à des recherches sur les personnes, en dehors du domicile ?

On l'admet en général (J. G. D. S., V^e *Chasse*, n^o 883), et il y a eu des décisions judiciaires en ce sens (notamment Paris, 14 février 1876, *Gaz. Trib.*, 21 mars 1876).

Cette opinion est fondée sur le raisonnement suivant :

L'article 4, § 3, dit-on, en décidant que la recherche du gibier ne pourra être faite à domicile que chez les aubergistes et marchands de comestibles ou dans les lieux ouverts au public, a eu pour but d'interdire les perquisitions au domicile des particuliers. Mais il est muet en ce qui concerne les recherches sur les personnes : on doit donc en conclure qu'elles sont permises dans tous les cas.

Mais, répondons-nous, c'est justement parce qu'il n'est point question dans l'article 4, de la visite des personnes qu'on doit la considérer comme absolument interdite. Comme tout texte exceptionnel en matière pénale, et l'ar

ticle 4 l'est assurément, car sa discussion à la Chambre le prouve surabondamment, il doit être interprété restrictivement.

D'ailleurs ne serait-il pas absolument contradictoire d'avoir voulu assurer l'inviolabilité du domicile et d'avoir livré la personne aux inquisitions d'agents subalternes ?

Quant à la saisie des filets et autres engins prohibés, elle peut être opérée sur la personne même du chasseur. Le législateur qui a interdit la saisie du gibier et le désarmement des délinquants pour éviter des collisions sanglantes entre agents verbalisateurs et braconniers n'a pas cru devoir interdire la saisie des engins.

Avant de terminer l'étude de ce sujet, il convient de faire une remarque : en interdisant aux agents chargés de la police de la chasse de perquisitionner au domicile des simples particuliers, le législateur n'a pas voulu restreindre les pouvoirs qui sont conférés aux juges d'instruction par les articles 87 et 88 du Code d'instruction criminelle. Si un délit de chasse était constaté et une instruction commencée, il n'est pas douteux que le juge d'instruction pourrait opérer des perquisitions au domicile du prévenu, qu'il soit simple particulier ou commerçant.

f) Saisie du gibier.

En cas d'infractions aux prohibitions édictées par l'article 4 : « Le gibier sera saisi et livré à l'établissement de bienfaisance le plus voisin en vertu, soit d'une ordonnance du juge de paix, si la saisie a eu lieu au chef-lieu

du canton, soit d'une autorisation du maire si le juge de paix est absent ou si la saisie a été faite dans une commune autre que le chef-lieu. Cette ordonnance ou cette autorisation est délivrée sur la requête des agents ou gardes qui auront opéré la saisie et sur la présentation d'un procès-verbal régulièrement dressé. »

Le but de la loi n'aurait pas été atteint si l'on avait laissé aux mains du délinquant, le gibier dont la valeur pourra souvent excéder l'amende encourue.

Mais il faut bien le remarquer, la saisie, ne s'applique qu'au gibier mis en vente, vendu et colporté ou transporté et non à celui que le chasseur, surpris en délit, porte sur lui. Nous reviendrons d'ailleurs sur ce point à la fin du chapitre.

Les dispositions de l'article 4 de la loi du 3 mai 1844 ne s'appliquent qu'au temps où la chasse est prohibée : on a souvent songé à s'attaquer au colportage du gibier pris en délit même pendant que la chasse est ouverte.

En 1886, une proposition de loi fut déposée au Sénat par M. Labitte qui avait imaginé, dans ce but, un système ingénieux dont voici les grandes lignes :

Tout gibier destiné à la vente devra porter la marque authentique de la parfaite légalité de la capture. Cette preuve consistera en une bande de plomb scellée attachée au cou ou à la patte du gibier et indiquant la date et le nom du pays où il a été tué. Elle sera apposée par le garde champêtre ou, en son absence, par un conseiller municipi-

pal délégué par le préfet, qui devra s'assurer si les déclarations qui lui ont été faites, sont exactes.

Ce système est à la vérité peu pratique.

L'emploi du certificat d'origine peut encore se concevoir lorsqu'il s'agit, pendant une certaine période de l'année, de réglementer dans un rayon limité, la circulation d'une certaine espèce de gibier. C'est ainsi qu'en temps de clôture, la circulation des lapins de garenne n'est autorisée dans certains départements qu'autant qu'ils sont munis d'un certificat d'origine délivré par le maire de la commune sur le territoire de laquelle ils ont été pris ou tués. Mais la généralisation d'un pareil système ne manquerait pas de paraître vexatoire, et il est permis de douter de son efficacité.

La proposition de M. Labitte fut repoussée par la commission et remplacée, dans le projet, par les deux dispositions suivantes :

« 1° Ceux qui, *en toute saison*, auront mis en vente, vendu, transporté ou colporté du gibier tué ou pris à l'aide d'engins ou instruments prohibés, seront punis de 50 à 200 francs d'amende et pourront l'être, en outre, d'un emprisonnement de six jours à deux mois.

2° Les agents verbalisateurs auront le devoir de saisir, *même en temps de chasse ouverte*, le gibier capturé à l'aide d'engins prohibés.

La première disposition nous paraît peu pratique, car si, dans certains cas, notamment celui de capture à l'aide de collets, il est relativement facile de reconnaître l'illéga-

lité de la capture, il n'en sera pas de même, le plus souvent. Les industriels du braconnage qui emploient d'immenses filets ou panneaux sous lesquels le gibier est pris vivant, auront toujours la ressource de le tuer ensuite à l'aide du fusil. Le commerce ne s'accommoderait pas d'un contrôle vexatoire et les parquets ne manqueraient pas de se refuser à appliquer avec rigueur un système qui porte en lui-même tant de chances d'erreur.

La deuxième disposition est beaucoup plus intéressante :

Remarquons, tout d'abord, que la loi est muette en ce qui concerne la saisie du gibier tué ou capturé par un procédé délictueux. C'est qu'à la vérité, elle n'avait point besoin de l'interdire formellement.

L'acquisition de la propriété du gibier *res nullius* est régie exclusivement par les principes du droit naturel. Elle résulte nécessairement de l'occupation et ne dépend pas des règles, plus ou moins restrictives auxquelles le législateur de 1844 a assujetti l'exercice de la chasse... Peu importe le procédé employé par le chasseur pour capturer le gibier ; ce dernier devient sa propriété par cela seul qu'il l'a privé de sa liberté naturelle. Dépouiller le chasseur de son gibier, c'est lui infliger la peine de la *confiscation*, et il n'y a pas de peine sans un texte exprès la prononçant.

Mais il y a plus : autoriser l'agent verbalisateur à saisir le gibier au moment où il dresse procès-verbal, c'est lui permettre de s'ériger en juge. La saisie du gibier, par les gardes ou gendarmes dans le silence de la loi, est donc

impossible parce qu'elle est incompatible avec les principes fondamentaux du droit pénal.

Mais en législation, la question se pose sous une autre forme. Y a-t-il lieu, dans l'intérêt de la répression du braconnage, d'apporter une exception à ces principes ? Le législateur de 1844 ne l'a point pensé.

« Les circonstances d'un fait complexe comme celui de la chasse, a dit M. Lenoble dans son rapport présenté à la Chambre des députés, pourraient être appréciées par les tribunaux à un point de vue tout autre que les agents verbalisateurs et un acquittement pourrait en être la suite. »

Si l'on a ordonné la saisie du gibier mis en vente, vendu, transporté ou colporté en temps prohibé chez les aubergistes et marchands de comestibles, c'est qu'une telle mesure n'a pas paru présenter d'inconvénients, car tout gibier découvert chez ces personnes ne peut jamais s'y trouver que par suite d'un délit.

La commission de réforme chargée d'étudier le projet Labitte, n'a pas été de cet avis. Elle a estimé que dans tous les cas où le braconnier est surpris en flagrant délit de chasse à l'aide d'engins prohibés, l'infraction est tout aussi certaine que dans ceux prévus par l'article 4 de la loi du 3 mai 1844, et que toute répression est vouée d'avance à l'inefficacité si l'on permet aux délinquants de conserver le gibier d'une valeur souvent considérable qu'ils ont pris en délit.

Une grave raison nous empêche de nous rallier à cette opinion : la saisie du gibier sur le chasseur ne manque-

rait pas de provoquer de graves conflits entre gens armés, et il est plus sage de l'interdire au même titre que la saisie et le désarmement des délinquants. L'article 39 de la loi du 15 avril 1829 sur la pêche, ordonne, il est vrai, la saisie du poisson pris en délit, sur le pêcheur, mais c'est qu'à la différence du braconnier de chasse, le braconnier de pêche n'est presque jamais armé.

Signalons, pour terminer, une pratique intéressante employée par les maires de quelques grandes villes.

On sait que les maires peuvent, conformément à l'article 97 de la loi du 5 avril 1884, prendre des arrêtés réglementaires pour assurer la salubrité publique. Notamment ils peuvent prescrire que les animaux tués en dehors de l'abattoir municipal, ne pourront être mis en vente sans avoir subi une inspection sanitaire à l'abattoir et sans être marqués d'une estampille préalable de l'inspecteur préposé audit abattoir (Conseil d'Etat, 24 mai 1899, D. 1900.3.79 ; Cass., 23 janvier 1893, *Gaz. Pal.*, 1893.1.200). Il importe seulement qu'une telle mesure soit prise dans le but de sauvegarder la salubrité publique, sans quoi elle serait illégale.

Dès lors un maire peut prendre un arrêté basé soit sur la loi du 27 mars 1851, soit sur celle du 1^{er} août 1905, article 3, § 2 et article 4 relative à la répression des fraudes dans la vente des marchandises pour obliger les restaurateurs, hôteliers et revendeurs de gros gibier mort tel que sangliers et chevreuils, à faire apposer sur ces

animaux l'estampille du service d'inspection des viandes à l'abattoir municipal.

La nécessité de l'estampille préalable oblige le vendeur à acquitter les droits d'octroi, la quittance de ces droits devant être présentée à l'inspecteur pour l'obtention de l'estampille. Cette obligation de passer par l'octroi amène naturellement une diminution du braconnage du gros gibier.

CHAPITRE II

DES PEINES.

Les peines prévues par la loi du 3 mai 1844 sont de trois sortes :

1° L'amende.

2° L'emprisonnement.

3° La confiscation des engins prohibés et dans la plupart des cas, du fusil.

L'amende doit être prononcée dans tous les cas.

L'emprisonnement n'est édicté que contre certaines infractions, et il est toujours loisible aux tribunaux de ne pas l'infliger.

Quant à la confiscation des engins, elle est toujours obligatoire, et celle des armes doit être également prononcée par les juges, excepté dans le cas où le délit a été commis par un individu muni d'un permis de chasse dans le temps où la chasse est autorisée (art. 16, § 2).

Dans le système de la loi de 1844, tous les délits sont divisés en deux grandes catégories dont chacune renferme les faits qui, par leur nature, se rapprochent le plus les uns des autres et ont paru susceptibles d'être soumis à la même pénalité (art. 11 et 12), à l'exception d'un seul : le délit de chasse sur un terrain clos attenant à une maison

habitée, lequel est puni d'une amende de 100 francs à 1.000 francs et d'un emprisonnement facultatif de trois mois à deux ans (art. 13).

Il convient, d'ailleurs, de remarquer qu'il faudrait considérer, non pas comme un délit de chasse, mais comme une véritable soustraction frauduleuse de la chose d'autrui (délict prévu et puni par les articles 379 et suivants du Code pénal), le fait pour un chasseur de s'emparer du gibier retenu *captif* dans un terrain parfaitement clos. Dans ce cas, en effet, le gibier privé de sa liberté naturelle, cesse d'être *res nullius* pour appartenir au propriétaire du terrain (Fournel, t. 1, p. 29 ; Giraudeau, n° 1323 ; Villequez, t. 1, n° 30 *ter*).

Les infractions à l'article 11 sont punies d'une amende de 16 à 100 francs, celles à l'article 12, d'une amende de 50 à 200 francs et d'un emprisonnement facultatif de six jours à deux mois.

En cas de récidive dans l'année, les peines peuvent être portées au double, mais ce n'est pas une obligation pour les juges.

De toutes les dispositions de la loi, ce sont celles relatives à la répression qui suscitent le plus de critiques, bien qu'elles constituent un notable progrès sur la législation de 1790.

Le législateur s'est montré trop sévère envers certains délinquants d'occasion, trop peu à l'égard de délinquants d'habitude. Il convient toutefois de remarquer qu'au moment où fut votée la loi du 3 mai 1844, le braconnage ne

présentait pas comme aujourd'hui, un danger social.

Il est devenu, dans ces dernières années, une industrie. Les braconniers se sont formés en véritables syndicats organisés pour lutter contre la police et la répression. L'association possède le plus souvent une caisse alimentée par le braconnage dont les fonds sont destinés à payer les amendes encourues et éviter la contrainte par corps aux condamnés. « Si le braconnier subit à la prison de Corbeil ou ailleurs la punition d'une maladresse ou d'une malchance, il est tranquille sur le sort de sa femme et de ses enfants qui recevront pendant toute la durée de la détention ; argent, vivres et provisions de toutes sortes » (Henri Bodmer, *Le braconnage dans les grandes chasses et dans les autres*, p. 25). L'équipe a un lieu de rendez-vous, le débit de vin où l'on vit largement, car le mastroquet est en même temps le recéleur et se paie en gibier. C'est là qu'on tient conciliabule, qu'on prépare les raffles d'après les renseignements fournis par les camarades qu'on a préalablement chargés de reconnaître le terrain. La nuit venue, on se rend en automobile sur la propriété qu'on veut dévaliser. Avec une discipline parfaite, chacun remplit le rôle qui lui a été assigné.

Des éclaireurs armés doivent signaler l'approche des gardes, au besoin les tenir en joue pendant que le gros de l'équipe prend la fuite, emportant gibier et filets. En quelques heures, tout le gibier, élevé à grands frais par le propriétaire, est jeté dans les sacs.

Un exemple, entre cent, suffit à montrer l'importance

des dégâts causés par les braconniers et l'insuffisance des peines prononcées par la loi.

Un magistrat nous racontait qu'étant procureur de la République à Châteaudun, il avait eu l'occasion de poursuivre une de ces dangereuses équipes qui opèrent principalement en Beauce et en Sologne. Le chef de la bande, qui se composait de quatre hommes, avoua avoir reçu, d'une importante maison de Paris, la commande de 30.000 perdreaux, livrables la veille de l'ouverture de la chasse. A ce moment les cours du gibier aux halles sont très élevés, et l'opération devait rapporter environ dix mille francs à chacun des braconniers. A ce prix on peut, n'est-il pas vrai, risquer deux mois de prison et même quatre ?...

M. Briand, ministre de la justice, dans son récent discours sur la peine de mort, a prononcé contre les braconniers cet éloquent réquisitoire :

« Le braconnage, autrefois, était un délit sans gravité. Il s'est modifié, car les braconniers utilisent tous les perfectionnements modernes dans l'accomplissement de leurs méfaits. Ils quittent les grandes villes en automobiles, arrivent la nuit dans les propriétés, et, si le garde veut s'opposer, ils le saisissent, le ligotent, le menacent même de leurs revolvers, puis ils poursuivent leurs opérations et s'en vont.

« Ce sont des malfaiteurs et des plus dangereux. La répression telle qu'elle résulte de notre loi sur la chasse, ne correspond plus aujourd'hui, à la gravité de ces délits modernes » (*Journ. off.* du 2 nov. 1908).

Il paraît donc indispensable d'élever considérablement le maximum des peines d'emprisonnement et d'amende et de considérer le délit de chasse commis par deux ou plusieurs personnes comme accompagné d'une circonstance aggravante qui justifie l'application d'une peine plus sévère.

En 1886, pour rendre la répression plus efficace, M. Labitte avait déposé au Sénat, une proposition de loi tendant à enlever à la peine d'emprisonnement son caractère facultatif. Mais présentée sous une telle forme, l'aggravation des pénalités était inacceptable et la proposition Labitte fut, avec raison, repoussée.

En rendant l'emprisonnement obligatoire, même dans certains cas seulement, on eût marché au rebours des tendances modernes qui, en matière de répression, visent à laisser au juge, une latitude de plus en plus grande dans l'application de la peine, de manière à proportionner aussi exactement que possible, cette peine à la culpabilité individuelle de chaque délinquant.

Sans doute la loi du 15 avril 1829 sur la pêche punit certains des délits qu'elle prévoit d'un emprisonnement obligatoire, mais c'est parce que l'article 72 de cette même loi permet aux tribunaux de réduire l'emprisonnement au-dessous de 6 jours et l'amende au-dessous de 16 francs et même de prononcer séparément, l'une ou l'autre de ces peines, sans qu'en aucun cas, elle ne puisse être au-dessous des peines de simple police « si le préjudice n'excède pas 25 francs et si les circonstances sont atténuantes ».

Des circonstances atténuantes.

En matière de chasse, au contraire, l'article 20 de la loi de 1844 est formel, les circonstances atténuantes ne sont pas applicables.

A vrai dire, il n'était point besoin d'une disposition expresse de la loi pour écarter ici l'application des circonstances atténuantes. C'est, en effet, une règle certaine de droit criminel qu'en matière correctionnelle et de police, les articles 463 et 483, ne s'appliquent qu'aux délits et contraventions prévues par le Code pénal et non aux infractions réprimées par des lois spéciales. Le législateur, en insérant dans la loi l'article 20, a seulement voulu éviter toute controverse à cet égard.

Les motifs sur lesquels on a appuyé cette disposition, ont été exposés par le rapporteur de la loi :

« Qu'est-ce que les circonstances atténuantes, a-t-il dit, dans les matières où l'intention n'est rien ? Dans les délits de droit commun, la question intentionnelle est tout. Ici, c'est le fait même de la chasse que l'on punit et on ne se préoccupe pas de la question intentionnelle. »

Le législateur a voulu exprimer par là que les infractions à la loi de 1844 sont des délits contraventionnels.

Mais on peut objecter que l'article 483 du Code pénal étend l'application des circonstances atténuantes même aux contraventions, bien qu'elles ne soient pas des infractions intentionnelles, mais un simple manquement aux règles établies dans un but de police et d'ordre social.

C'est qu'en effet, le juge peut trouver des circonstances atténuantes non seulement dans les causes qui diminuent la culpabilité de l'agent, mais aussi dans celles qui affaiblissent la matérialité de l'infraction. Dans certains cas la faute matérielle est si légère que le minimum de la peine prononcée par la loi de 1844 paraît encore trop élevé.

C'est en s'inspirant de cette idée que le Sénat, aux termes de l'article 25 de la proposition de loi votée en seconde lecture le 29 novembre 1886, permit d'appliquer les circonstances atténuantes au cas de simple délit de chasse sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire.

Du sursis.

Les juges, il est vrai, possèdent, grâce à la loi du 21 mars 1891, qui permet de surseoir à l'exécution de la peine pendant cinq ans, un autre moyen d'individualiser la répression qui sera souvent préférable à l'application des circonstances atténuantes.

Dans certains cas, en effet, le délit présente si peu de gravité, qu'une simple conversion de peine est insuffisante et qu'on peut, sans inconvénient supprimer sous condition la peine elle-même. La condamnation cessera d'être inscrite au bulletin numéro 3 du casier judiciaire délivré au délinquant si aucune poursuite suivie de condamnation dans les termes de l'article 1^{er}, § 2, de la loi du 26 mars 1891 n'est intervenue dans le délai de 5 ans (1), et l'on

(1) Article 4 de la loi du 26 mars 1891 et article 7 de la loi du 5 août 1899 modifié par la loi du 11 juillet 1900.

n'aurait pas obtenu ce résultat en accordant les circonstances atténuantes, ces dernières résultant d'une simple appréciation *judiciaire* et ne modifiant pas la nature de la peine encourue qui reste correctionnelle et figure en conséquence au casier judiciaire même si elle est inférieure à 16 francs.

L'application du sursis aux peines des délits spéciaux a été longtemps contestée. Aujourd'hui, la controverse paraît close. On voit tous les jours accorder le sursis en matière de pêche, de chasse, de douane, de contributions indirectes et de délits forestiers. Quelques Cours d'appel avaient essayé de le refuser aux délinquants qui n'auraient pu bénéficier des circonstances atténuantes, mais cette jurisprudence ne s'est pas généralisée, et c'est à bon droit, car le texte de la loi du 26 mars 1891 n'admet aucune exception.

On objecterait à tort que le sursis a été écarté en matière de contravention. Cette dernière solution a été dictée par des raisons pratiques et théoriques inéluctables, et l'on ne saurait en tirer un argument d'analogie défavorable à la thèse que nous défendons. En effet, la durée du délai d'épreuve imposé par la loi du 26 mars 1891 est de cinq ans. Or, en matière de police, la prescription n'est que de deux ans : si le condamné pouvait bénéficier du sursis, il échapperait, après le délai, à toute exécution de la peine. Mais il n'en est pas de même en ce qui concerne les délits-contraventions qui sont punis de peines correctionnelles

prescriptibles seulement par cinq ans et assimilables à ce point de vue aux délits intentionnels ordinaires.

Jetons un coup d'œil sur les statistiques en matière de délits de chasse pour nous rendre compte de la fréquence de l'application du sursis.

Voici ce qui ressort à ce sujet de quelques-uns des rapports adressés annuellement au Président de la République par le ministre de la justice :

En 1901, sur 20.072 délinquants jugés en matière de chasse : 2.572 ont bénéficié du sursis.

En 1902 sur 20.102 2.714

En 1903 sur 20.196 2.390

En 1904 sur 21.317 3.020

En 1905 sur 21.209 2.689

La proportion des sursis, en matière de chasse, est donc d'environ 1/7 des délits, alors qu'en matière de vol ou de coups et blessures elle atteint et dépasse même 1/4.

Cette différence considérable s'explique tout simplement par ce fait, que la plupart de ceux qui commettent des délits de chasse sont des délinquants d'habitude qui n'ont point droit au bénéfice du sursis.

Un grand nombre de chasseurs estiment que les tribunaux font une application trop fréquente de la loi du 24 mars 1891. Nous trouvons dans le *Bulletin du Saint-Hubert Club de France* du 1^{er} février 1905, une lettre dans laquelle un abonné expose en ces termes les inconvénients d'un tel système :

« Les tribunaux français, dit-il, se montrent particulièrement

rement enclins à traiter les délits de chasse comme des pécadilles de peu d'importance et leur jurisprudence en cette matière est invariable. Si un individu est surpris chassant sans permis, il est condamné à 16 francs d'amende avec sursis s'il n'a pas déjà subi de condamnation antérieure pour chasse.

« En présence de cette jurisprudence, qu'est-il arrivé ? C'est que la plupart des habitants des campagnes et presque tous les ouvriers des villes ne prennent plus de permis : c'est plus économique. On chasse impunément en tout temps jusqu'à ce qu'on soit pris. Sitôt la condamnation prononcée, craignant de perdre le bénéfice du sursis, on prend un permis, mais bien entendu, seulement pendant cinq ans. Après quoi on recommence le petit manège, car si l'on est pris on aura encore probablement la loi de sursis sans payer l'amende antérieure puisqu'il y a prescription. »

Cela prouve tout simplement qu'une loi sage et bien-faisante, peut être faussée dans son application. Les abus signalés ci-dessus pourraient encore s'aggraver de ce fait qu'une simple condamnation à l'amende, ne privant pas plus du sursis pour l'avenir qu'elle n'en fait déchoir dans le passé, les délinquants contre lesquels ne seraient prononcées que des amendes, seraient voués à l'impunité.

Nous ferons d'ailleurs remarquer à l'auteur de la lettre précitée, qu'en matière de délit de chasse sans permis, l'article 14 de la loi du 3 mai 1844 prononce la confiscation du fusil dont le délinquant s'est servi et que cette

peine n'est pas suspendue par le sursis qui ne s'applique qu'à l'amende et à l'emprisonnement.

Discernement.

La majorité des auteurs et une jurisprudence depuis longtemps établie, décident que l'article 66 du Code pénal est applicable en matière de chasse et que, par suite, le mineur de 18 ans. convaincu d'avoir commis un délit de chasse, doit être acquitté s'il a été décidé par le tribunal qu'il a agi sans discernement.

La Cour de cassation, notamment, par un arrêt du 5 juillet 1839, a cependant, jugé le contraire en se basant sur ce que d'après l'article 484 du Code pénal, les dispositions de ce Code ne sont pas applicables aux matières régies par des lois et règlements particuliers.

Mais une telle argumentation ne nous paraît pas convaincante. En effet, l'article 484 est une disposition transitoire qui vise seulement les lois et règlements antérieurs au Code pénal, et d'autre part, l'article 66 énonce un principe d'équité qui doit avoir une portée générale. En effet, la minorité de 16 ans n'est pas seulement une cause d'atténuation de la responsabilité du délinquant se traduisant par une diminution de la peine appliquée, elle peut être aussi une véritable cause de non-imputabilité. Or, les juges, en toute matière, ne peuvent prononcer une peine, si minime soit-elle, que contre ceux qui sont légalement punissables, c'est-à-dire responsables.

« Les articles 66 et suivants du Code pénal ont pour but

de subvenir à la faiblesse de l'âge, ils dérivent d'un seul et même principe dont ils règlent les conséquences suivant les divers cas qu'ils prévoient. Il résulte de là que les dispositions contenues dans ces articles, sont générales et doivent recevoir leur application à tous les faits qualifiés crimes ou délits, même prévus par des lois spéciales » (Cass., 18 juin 1846).

L'article 66 du Code pénal, selon la juste expression de Faustin-Hélie, « pose un principe général qui, bien que placé dans un Code, n'a pas pour limite les limites mêmes de ce Code ».

En vain objecterait-on que les infractions à la loi sur la chasse sont des délits contraventionnels, et qu'à l'égard de ces infractions la question d'intention ne se pose pas. En effet, il y a toujours une faute et, si minime soit-elle, une faute ne peut se concevoir que comme l'œuvre d'un individu conscient de ses actes. Cela est tellement vrai que la question de discernement se pose même devant les tribunaux de simple police, et, cependant, les contraventions dont ils connaissent ne sont que de simples fautes matérielles.

Les mêmes principes qui font décider que le mineur de 18 ans ayant agi sans discernement, doit être acquitté, — conduisent-ils nécessairement à l'abaissement de la peine quand le mineur a agi avec discernement ?

C'est ce que décide l'arrêt du 18 juin 1846 précité : « Aucune distinction ne saurait être admise entre la disposition qui prescrit l'acquittement du mineur de 16 ans (1) lors-

(1) 18 depuis la loi du 12 avril 1906.

qu'il a agi sans discernement et celle qui le fait jouir d'une modération de peine lorsqu'il a agi avec discernement. »

Ainsi le mineur ayant agi avec discernement, ne peut, en matière de chasse, être condamné qu'à la moitié de la peine qui serait prononcée contre lui s'il était majeur de 16 ans (Cass., 18 juin 1846, D. 46.1.234 ; 3 février 1849, D. 50.5.59 ; et 5 mai 1857, D. 61.5.355).

Cette peine peut être réduite à la moitié du minimum et se trouver, de la sorte, abaissée au niveau des peines de simple police. Ainsi les juges ont la faculté de ne prononcer qu'une peine de 8 francs d'amende dans le cas de chasse sans permis.

Dans l'esprit du législateur, l'article 66 du Code pénal a eu surtout pour but de permettre aux tribunaux de prendre, à l'égard des jeunes délinquants, des décisions d'ordre éducatif. Cette tendance s'est affirmée dans la loi du 12 juin 1906 qui a élevé la majorité pénale à 18 ans, précisément pour permettre aux juges, sans s'arrêter à un examen psychologique, toujours très délicat, de décider que le mineur a agi sans discernement pour l'envoyer en correction s'il n'est pas trop pervers et si l'on peut encore espérer le redresser. Cette réforme ne présente pas, en notre matière, un très grand intérêt, car les délits de chasse ne sont pas nécessairement le fait d'enfants vicieux auxquels il est indispensable d'appliquer un régime éducatif sévère. On constate, d'ailleurs, en consultant les statistiques criminelles, que le renvoi en correction des jeunes délinquants acquittés comme ayant agi sans dis-

cernement est excessivement rare, à peine un pour cent (Voir compte général de l'administration de la justice criminelle, années 1900, 1901, 1902, 1903, 1904 et 1905).

Confiscation.

Il nous reste à étudier la dernière des peines applicables aux délits de chasse : la confiscation des armes et engins prohibés.

Aux termes de l'article 16 de la loi du 3 mai 1844, tout jugement de condamnation prononcera la confiscation des filets, engins et autres instruments de chasse prohibés. Il ordonnera en outre la confiscation des armes, excepté dans le cas où le délit a été commis par un individu muni d'un permis de chasse dans le temps où la chasse est autorisée.

Si les armes, filets, engins ou autres instruments de chasse n'ont pas été saisis, les délinquants seront condamnés à les représenter ou à en payer la valeur suivant la fixation qui en aura été faite par jugement sans qu'elle puisse être inférieure à cinquante francs.

Le délinquant qui ne peut être désarmé aux termes de l'article 25 de la loi de 1844 reste détenteur du fusil jusqu'au jour du jugement prononçant la condamnation.

A ce moment il a un droit d'option. Il peut déposer son fusil au greffe du tribunal ou bien verser la somme fixée par le jugement s'il estime qu'elle est inférieure à la valeur de son arme.

Si le condamné opte pour ce dernier mode d'exécution,

le greffier porte sur l'extrait qu'il remet à l'administration des finances cette somme qui vient s'ajouter aux autres frais du jugement à recouvrer. En cas d'insolvabilité du condamné cette somme totale sert de base au calcul de la durée de la contrainte par corps.

Il arrive souvent que la disposition de l'article 16 est éludée. Les fusils versés au greffe sont des armes hors d'usage qui n'ont pu être employées à commettre le délit. Diverses circulaires ministérielles en date des 9 mai 1844, 6 mai 1852 et 16 novembre 1858 avaient déjà donné des instructions précises en vue de mettre un terme à ces abus. La dernière en date, adressée le 12 mai 1903 aux procureurs généraux par M. Vallée, garde des sceaux, prescrit aux magistrats des parquets de veiller à ce que les greffiers n'acceptent que des fusils correspondant exactement à la description du procès-verbal. Cette description faite par les agents verbalisateurs doit être aussi fidèle que possible. Malheureusement, les gardes particuliers négligent en général de donner le signalement précité. Il est vrai que souvent le délinquant a pris la fuite avant que l'agent verbalisateur ait eu le temps d'examiner son fusil.

L'article 5 de la loi du 28 avril 1790 prononçait la confiscation des armes dans tous les cas contre les délinquants. La loi du 3 mai 1844 a introduit une exception en faveur de ceux qui n'ont commis d'autre délit que celui consistant à chasser sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire (1). La confiscation du fusil eût été dans ce cas une peine trop sévère.

(1) Art. 46, § 2.

DEUXIÈME PARTIE

POLICE DE LA CHASSE

Constater les infractions à la loi de 1844, les prouver et livrer leurs auteurs aux tribunaux chargés de les punir, tel est l'objet de la police judiciaire en matière de chasse.

CHAPITRE PREMIER

AGENTS DE RECHERCHE.

Aucun article de la loi de 1844 n'énumère les agents chargés de constater les infractions qu'elle prévoit et punit.

En effet, l'article 22 n'a pas pour but de donner une liste limitative de toutes les personnes ayant qualité pour constater les délits de chasse, mais de déterminer la force probante des procès-verbaux, question fort grave sur la solution de laquelle il y avait divergence entre le gouvernement et les commissions chargées dans les deux Chambres d'examiner le projet de loi.

D'après ce projet, les procès-verbaux de certains agents devaient faire foi jusqu'à inscription de faux : l'article 22 avait pour but d'énumérer ces agents.

Les Chambres combattirent cette disposition qui fut écartée, et il fut décidé que tous les procès-verbaux ne feraient foi que jusqu'à preuve contraire. Mais on ne changea pas la rédaction primitive de l'article 22, on se contenta d'ajouter au texte l'énumération de quelques agents dans les attributions desquels rentrent tout naturellement la constatation des délits de chasse.

Ce rappel des travaux préparatoires nous permet de juger de la portée de l'énumération insérée à l'article 22. Le texte n'est pas limitatif, mais purement énonciatif. Aussi admet-on généralement que les procureurs de la République, leurs substituts, les juges d'instruction et les juges de paix, en leur qualité d'officiers de police judiciaire, peuvent, de même que leurs subordonnés, constater les délits de chasse.

En dehors de ces derniers, les agents mentionnés par l'article 22 sont : les maires et adjoints, les commissaires de police, les officiers et maréchaux de logis, brigadiers et gendarmes, les gardes forestiers, les gardes-pêche, les gardes champêtres et les gardes assermentés des particuliers.

La compétence des maires et adjoints en matière de chasse, comme en toute autre matière, s'étend à tout le territoire de leur commune.

Les commissaires de police ont le droit de verbaliser

dans toute l'étendue de la commune ou circonscription dans laquelle ils sont institués.

Les officiers et sous-officiers de gendarmerie, ainsi que les simples gendarmes, sont chargés de rechercher et de constater spécialement les délits de chasse commis dans leurs circonscriptions respectives.

La jurisprudence décide qu'ils peuvent verbaliser en dehors de leur circonscription lorsqu'ils sont *dans l'exercice de leurs fonctions*, par exemple quand ils reviennent de conduire leurs prisonniers (1).

Les soldats de la garde républicaine qui remplissent, à Paris, les fonctions de la gendarmerie, et sont comme les gendarmes des agents spéciaux adjoints aux officiers de police judiciaire, peuvent, incontestablement, constater les infractions relatives à la vente et au colportage du gibier en temps prohibé.

Les préposés forestiers constatent les délits commis dans les bois soumis au régime forestier.

Quant aux gardes-pêche, d'après certains auteurs, leur compétence est limitée aux fleuves et rivières confiés à leur surveillance (2).

Mais on admet, en général, qu'ils ont même compétence pour les constatations des délits de chasse que pour celles des délits de pêche et que, par suite, elle s'étend à toute l'étendue du ressort du tribunal près duquel ils sont assermentés.

(1) Crim. rej., 8 mars 1851.

(2) Championnière, p. 47.

Les gardes sont, en effet, appelés à constater, non seulement les délits de pêche commis sur les rivières, mais aussi les délits de transport de filets défendus et de colportage de poisson en temps prohibé, qui sont commis dans l'étendue de leur circonscription.

Les gardes champêtres ont le pouvoir de constater les infractions à la loi sur la chasse qu'ils découvrent sur le territoire de la commune.

Quant à la compétence des gardes particuliers, elle est limitée aux délits commis sur les propriétés confiées à leur surveillance.

Si, malgré le grand nombre des agents chargés de constater les délits de chasse, le braconnage sévit dans les campagnes, il faut rechercher la cause d'un pareil état de choses dans la mauvaise organisation de la police rurale. C'est, en effet, une vérité malheureusement banale, qu'il n'existe en France, aucune police rurale. Les pouvoirs publics se préoccupent justement de remédier à cette situation, mais les réformes proposées sont coûteuses et la difficulté financière a entravé jusqu'ici leur réalisation.

Spécialement au point de vue de la chasse, les inconvénients d'une mauvaise organisation de la police rurale sont aggravés de ce fait que les gardes champêtres, dans les attributions desquels rentrent tout naturellement la constatation des infractions à la loi de 1844, se désintéressent absolument de la question du braconnage. Ils sont souvent encouragés à persévérer dans cette voie par les maires qui, dans un but d'intérêt électoral, leur recommandent

de ne verbaliser que le moins possible pour éviter de faire des mécontents. N'a-t-on pas vu, dernièrement, dans une petite commune de l'Aisne, un conseil municipal supprimer, à titre de blâme, vingt francs sur la gratification annuelle accordée aux gardes champêtres parce que ce modeste fonctionnaire avait cru de son devoir de s'occuper des braconniers (2) !

Il convient d'ailleurs de remarquer que la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale a rendu facultative, pour les communes, la nomination d'un garde champêtre, et que, sur les 36.000 communes de France, 6.000 n'en possèdent point, faute de pouvoir inscrire à leur budget la dépense nécessitée par le traitement de ce fonctionnaire.

Quant à la gendarmerie, déjà surchargée de besogne, occupée non seulement à la constatation de tous les crimes et délits, mais aussi aux différents services de recrutement, elle ne peut, malgré son zèle, exercer une surveillance vraiment efficace sur le braconnage. Il existe beaucoup de communes éloignées du chef-lieu de la brigade où les gendarmes ne vont même pas une fois tous les quinze jours, et ce n'est généralement qu'au prix des plus patientes recherches, après de nombreuses nuits passées à surveiller les tendeurs de collets, que l'on peut enfin les surprendre au moment où ils viennent visiter leurs engins.

(1) S. H. C. F., *Bulletin* du 1^{er} septembre 1908.

La conclusion de tout ceci, c'est que les gardes particuliers sont à peu près seuls à assurer la police de la chasse.

C'est le décret du 20 messidor an III et la loi du 3 brumaire an IV sur l'institution des gardes champêtres qui ont autorisé les propriétaires à commissionner des gardes **particuliers** pour la surveillance de leurs domaines. Ces agents **doivent être agréés** par le sous-préfet, et ce n'est qu'après avoir prêté **serment devant le tribunal** de l'arrondissement où ils exercent leurs fonctions, **qu'ils peuvent** dresser des procès-verbaux faisant foi jusqu'à **preuve** contraire.

La possibilité pour les particuliers d'organiser dans leurs domaines une police privée de la chasse s'imposait comme une conséquence logique de la distinction établie par le législateur de 1844 entre les infractions de chasse ordinaires qui sont des délits d'ordre public, poursuivis d'office par le parquet, et le délit de chasse sur le terrain d'autrui qui lèse des intérêts d'ordre privé et n'est déféré aux tribunaux que sur plainte préalable du propriétaire.

Pour la constatation de ce délit d'ordre purement privé, il était en effet nécessaire d'instituer une police spéciale agissant d'après les ordres du propriétaire qui l'emploie. Il eût été imprudent de permettre aux agents ordinaires de constater des infractions dont la poursuite est subordonnée à l'application de la partie lésée. Souvent il existe entre propriétaires d'une même commune des rapports de bon voisinage qui entraînent des tolérances réciproques et tacites, et l'on doit présumer, jusqu'à preuve con-

traire, que celui qui chasse sur le terrain d'autrui, le fait du consentement du propriétaire.

Mais ce système n'est pas sans inconvénients.

Il tend à faire du droit de chasse, qui est un attribut de la propriété et mérite le même respect et la même protection que le principe d'où il dérive, un véritable luxe à la portée seulement de propriétaires riches qui peuvent faire les frais d'un garde particulier.

Sans doute, les petits propriétaires ont la ressource de prouver par témoins, toutes les infractions à la loi sur la chasse commises à leur préjudice, mais beaucoup répugnent à faire leur police eux-mêmes et à se mettre en conflit direct avec le délinquant. L'expérience prouve que jamais ils ne portent plainte, bien que le sans-gêne de certains chasseurs ne les laisse point du tout indifférents.

Pour éviter de tels inconvénients, le ministre de la justice avait inséré dans le projet de la loi de 1844, un article aux termes duquel la poursuite — et par conséquent la constatation des délits — pourrait avoir lieu d'office, si antérieurement à l'infraction, la partie intéressée avait fait, au parquet du procureur de la République, la déclaration qu'elle interdit la chasse sur ses possessions à tous ceux qui ne seront pas *porteurs d'une permission spéciale*.

Grâce à ce système, les propriétaires auraient eu un moyen de faire rentrer dans le droit commun le délit de chasse sur leur terrain sans autorisation. Sous l'empire de la législation actuelle, le fait de chasse sur une terre sans la permission du propriétaire est un délit possible, mais

nullement certain. Il n'en serait plus de même si le propriétaire avait, par une déclaration formelle déposée au Parquet et à la mairie, exprimé son intention d'interdire la chasse à tous ceux qui n'auraient pas sa permission écrite. Les agents de la force publique auraient le devoir de dresser un procès-verbal contre tout chasseur surpris en attitude de chasse sur le terrain d'un propriétaire ayant fait la déclaration sus-visée s'il n'était en mesure d'exhiber, en même temps que son permis de chasse, l'autorisation écrite du propriétaire.

Mais l'application d'un tel système n'eût pas manqué d'être très délicat. Avant de constater l'infraction, l'agent verbalisateur aurait dû s'assurer que le chasseur était sur une propriété où la chasse est interdite.

Dans notre pays, où la propriété est très morcelée, où l'on sort d'un lopin de terre pour rentrer dans un autre, où l'on marche sur les diverses parcelles comme sur les lames d'un parquet, il est impossible aux agents ordinaires chargés de la police de la chasse, de savoir exactement à qui appartient tel ou tel champ.

Aussi bien n'est-ce pas aux pouvoirs publics que les propriétaires doivent demander la protection de leurs intérêts. En cette matière, ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes. C'est en s'associant pour faire garder leurs terres, qu'ils obtiendront le respect de leur droit. Cette vérité commence à être nettement aperçue, et les sociétés de chasse se sont multipliées dans ces dernières années.

Gratifications.

Afin de stimuler le zèle des agents verbalisateurs, l'article 10 de la loi du 3 mai 1844, décide que des gratifications seront accordées aux gardes et gendarmes rédacteurs de procès-verbaux ayant pour objet de constater des délits.

Une ordonnance du 5 mai 1845, modifiée par un décret du 4 août 1852, avait déterminé le taux des gratifications de la manière suivante :

Huit francs pour les délits prévus par l'article 11 de la loi du 3 mai 1844.

Quinze francs pour les délits prévus par l'article 12 et l'article 13, § 1^{er}.

Vingt-cinq francs pour ceux prévus par l'article 13, § 2.

Mais la loi des finances du 26 décembre 1870 a fixé ce taux uniformément à dix francs.

Les agents qui ont droit aux gratifications sont les gendarmes, brigadiers et sous-officiers de gendarmerie et tous les gardes : gardes-pêche, gardes-chasse, gardes particuliers et gardes forestiers. Les agents forestiers et ceux des contributions indirectes et des octrois n'y ont aucun droit, parce que ces employés, se bornant à constater accidentellement une certaine catégorie de délits de chasse, sans déplacement, sans fatigue, à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions ordinaires, ne sauraient bénéficier d'une rémunération qui n'est due qu'à la surveillance active, vigilante, exercée quelquefois au péril de leur vie, par les agents de la force publique dans les campagnes.

En ce qui concerne la gendarmerie, le texte de l'article 10 ne mentionnant que les simples gendarmes, on s'est demandé si la gratification était due aux brigadiers et sous-officiers. La controverse a été tranchée en faveur de l'affirmative par les articles 489 et suivants du décret du 1^{er} mars 1854 sur la gendarmerie et par le décret du 18 février 1863 sur la solde et l'administration de cette arme. Mais il est admis, sans conteste, que les officiers de gendarmerie n'y ont aucun droit.

Pour que la gratification soit due, il faut que le procès-verbal ait été suivi d'une condamnation définitive. Une simple condamnation aux frais est suffisante et, par conséquent, les agents verbalisateurs ont droit à la prime si le délinquant est un mineur déclaré coupable, mais acquitté comme ayant agi sans discernement, car il est de jurisprudence constante qu'en pareil cas, le mineur doit être condamné aux frais du procès.

La gratification est-elle due quand le délinquant bénéficie de la loi de sursis ? Un avis du Conseil d'Etat, en date du 6 mars 1895, a nettement reconnu le droit des agents verbalisateurs en pareil cas. Cette solution est, en effet, la seule juridique, car dans le système français, le sursis ne suspend pas la *condamnation* elle-même, mais seulement son *exécution*.

En cas d'amnistie et, à plus forte raison, en cas de grâce, les droits des agents verbalisateurs à la prime sont réservés.

Cette question a fait l'objet d'une circulaire en date du 2 octobre 1906 adressée par le procureur général aux par-

quets du ressort de la Cour de Paris... Ce magistrat avait consulté le garde des sceaux sur l'interprétation à donner à la loi d'amnistie du 12 juillet 1906 en ce qui concerne le paiement des primes.

Le ministre des finances, saisi de la question par son collègue de la justice, lui répondit par la lettre suivante : « En matière de chasse et de pêche, les primes sont dues aux auteurs des procès-verbaux à partir du jour où ces actes ont été suivis de condamnations ayant acquis force de chose jugée ; or, on admettrait difficilement que ce droit peut être anéanti par des mesures de clémence prises ultérieurement en faveur des délinquants. J'estime, dès lors, comme vous, que les condamnations de chasse et de pêche, devenues définitives avant la promulgation de l'amnistie, entraînent le paiement des gratifications au profit des agents verbalisateurs bien que la loi du 12 juillet 1906 ne contienne aucune disposition à cet égard. »

En matière de chasse et de pêche, le paiement de la prime n'est pas subordonné comme en matière de voirie ou de roulage à l'acquiescement de l'amende et des frais.

Aux termes de l'article 17 de la loi du 3 mai 1844, la peine encourue pour des faits postérieurs à la déclaration du procès-verbal de contravention peuvent être cumulées. Mais ce n'est là qu'une simple faculté pour les juges qui prononcent, le plus souvent, la confusion des peines.

Dans ce dernier cas, les agents verbalisateurs ont-ils droit à une ou plusieurs primes ? La question a, paraît-il, soulevé des difficultés dans la pratique, et le Saint-Hubert

Club de France, dans son bulletin mensuel du 1^{er} novembre 1907, la signale à l'attention des pouvoirs publics.

Empruntons-lui cet exemple : « Le garde champêtre L... dressa, les 20 et 26 septembre 1902, deux procès-verbaux au nommé M... pour chasse sans permis. Le tribunal de Lyon, saisi, rendit un seul jugement et infligea au délinquant 25 francs d'amende. Le garde ayant réclamé à la préfecture le paiement de deux gratifications, il lui fut répondu qu'il n'y avait pas droit, car il n'y avait qu'un seul jugement. »

Un tel système, dit-on, tend à décourager les agents verbalisateurs qui n'ont plus d'intérêt à dresser procès-verbal à un délinquant précédemment surpris en délit tant qu'il n'est pas intervenu de jugement définitif, statuant sur cette infraction.

Nous reconnaissons tout d'abord que le tribunal de Lyon, en ne prononçant qu'une seule peine pour deux infractions distinctes constatées par procès-verbaux séparés, a fait une application inexacte de la règle du non-cumul qui ne vise que l'*exécution des peines*. A chaque délit doit correspondre une condamnation, sauf au juge à ordonner que toutes les peines se confondront dans la plus forte qui sera seule efficacement prononcée et nullement subie. « L'effet de la confusion des peines, dit la Cour de cassation, n'est pas d'enlever aux peines confondues leur existence propre et leurs conséquences légales, mais uniquement de déterminer que l'exécution en aura lieu simultanément avec celle de la peine la plus forte (1). »

(1) Cass., 13 juillet 1888, D. 88.1.445.

Quoi qu'il en soit, le jugement sus-visé du tribunal de Lyon ne devait pas entraîner, à l'égard de l'agent verbalisateur, les conséquences défavorables qui lui ont été attribuées par la préfecture. Car il est admis, par la doctrine et la jurisprudence, que si les juges, saisis de plusieurs infractions, ne prononcent qu'une seule peine, cette peine s'applique d'une manière *indivisible* à chacun des délits dont le prévenu a été déclaré coupable.

Pour obtenir le paiement des gratifications, les rédacteurs des procès-verbaux se font délivrer, sur papier libre, un extrait du jugement de condamnation par le greffier du tribunal qui a prononcé la condamnation : le certificat coûte 0 fr. 25. Il est remis au préfet, à qui incombe, depuis la loi du 29 décembre 1873, le soin de mandater la gratification.

Un règlement en date du 12 avril 1893 sur l'administration de la gendarmerie, a affranchi les gendarmes de la production des extraits de jugements et d'arrêts pour justifier les gratifications qui leur sont dues en qualité d'agents verbalisateurs en matière de chasse et de pêche : les pièces justificatives sont remplacées par des extraits des procès-verbaux rédigés sous forme d'un tableau qui comporte un certificat délivré par le parquet, indiquant : les décisions auxquelles chaque affaire a donné lieu.

Aux termes de l'article 19, § 1 : « Les gratifications sont prises sur les fonds communs provenant des amendes en matière de chasse. » Après prélèvement des gratifications et de 5 0/0 pour frais de Régie, le produit restant des amen-

des recouvrées est versé à la commune sur le territoire de laquelle l'infraction a été commise. En cas d'excédent des dépenses au moment du règlement, il n'est exercé aucun recours contre la commune, cet excédent est simplement reporté au compte ouvert pour l'année suivante dans lequel il forme le premier article de la dépense.

La question de la suppression des gratifications accordées aux agents verbalisateurs, a été portée tout récemment à la tribune du Parlement. Au mois de décembre 1908, la Chambre a voté le projet de résolution suivant : « La Chambre invite le gouvernement à étudier les mesures nécessaires pour qu'à partir de la promulgation de la prochaine loi des finances, il ne soit pas accordé de gratifications aux gendarmes pour la constatation des délits de chasse. »

Cette réforme, on le voit, ne concernait que la gendarmerie, Cambacérès, lors de la discussion de la loi de 1844, avait déjà présenté un amendement tendant à supprimer les primes de tous les agents verbalisateurs en matière de chasse : « Il ne paraît guère convenable, a-t-il dit, de maintenir ce qui s'est fait jusqu'ici et d'accorder une gratification aux gardes et gendarmes qui n'auront fait, après tout, qu'accomplir strictement leur devoir. »

Cet amendement, bien que s'appuyant sur des raisons d'une valeur indiscutable, ne fut pas accepté par la Chambre. Et peut-être eut-elle raison, car il est parfois nécessaire d'encourager, même à l'accomplissement du simple devoir. Si l'on entrait dans cette voie pour être logique,

il faudrait d'ailleurs supprimer, non seulement les gratifications en matière de chasse, mais aussi les primes payées aux agents de la force publique qui procèdent à des arrestations en vertu de mandats d'arrêt. Ceux qui connaissent la pratique criminelle savent quelles seraient les conséquences d'une pareille réforme.

CHAPITRE II

PREUVE DES DÉLITS.

Aux termes de l'article 21 de la loi du 3 mai 1844 :
« Les délits de chasse seront prouvés, soit par procès-verbaux ou rapports, soit par témoins, à défaut de rapports et procès-verbaux ou à leur appui. »

C'est l'application pure et simple du droit commun des preuves tel qu'il résulte des articles 154 et 189 du Code d'instruction criminelle.

Les infractions à la loi de 1844 sont généralement prouvées par les procès-verbaux des agents chargés de la police de la chasse, mais ces procès-verbaux ne constituent pas le *titre* de l'action publique, ils ne sont pas la base nécessaire de la poursuite, de telle sorte que si un procès-verbal n'est pas rédigé, aucune poursuite n'est possible, et que si le procès-verbal rédigé est annulé, la poursuite tombe nécessairement ; à défaut ou en cas de nullité du procès-verbal, il pourra y être suppléé par des témoignages oraux. L'article 11 de la loi du 30 avril 1790, qui exigeait la déposition de deux témoins pour tenir lieu du procès-verbal, a été abrogé par les articles 154 et 189 du Code d'instruction criminelle et plusieurs arrêts ont décidé que la preuve légale d'un délit de chasse peut résul-

ter d'un témoignage unique et même de celui de l'agent dont le procès-verbal est nul (1).

Le projet de la loi de 1844, dans son article 20, accordait foi entière et jusqu'à inscription de faux, aux procès-verbaux des maires, adjoints, commissaires de police, officiers de gendarmerie et agents de l'administration forestière. Seuls les procès-verbaux des simples gardes ne faisaient foi que jusqu'à preuve contraire. La première partie de cette disposition fut écartée par la commission de la Chambre des députés, car elle eût apporté au droit commun une exception que rien ne justifiait.

En principe, en effet, les procès-verbaux en matière de délits dont la constatation appartient à des officiers qui ont reçu de la loi une délégation spéciale pour les rechercher, ne font foi que jusqu'à preuve contraire. C'est seulement en matière de contributions indirectes, d'octroi et d'eaux et forêts que les procès-verbaux font foi jusqu'à inscription de faux. Il s'agit, en effet, en pareil cas, d'infractions consistant surtout dans la lésion d'intérêts publics qu'il est essentiel de protéger, et à l'égard desquels la masse populaire a peu de souci et peu de scrupules.

D'autre part, la nécessité d'une répression énergique des délits de chasse, serait vainement invoquée pour justifier l'exception aux principes proposée par l'auteur de la loi de 1844.

« Sans doute, a dit M. Lenoble dans son rapport à la

(1) Cass., 26 août 1830, D. 30.1.362 ; Cass., 19 février, *Journ. du Pal.*, t. XXVI, p. 1363.

Chambre des députés, ce besoin, cette nécessité devrait être prise en considération si la répression était insuffisante, si les poursuites étaient suivies d'acquittements dans des proportions extraordinaires. Mais les poursuites en matière de délits de chasse sont précisément celles qui présentent le moins d'acquittements. Aussi, tandis que l'on voit, en 1841, le nombre des acquittements sur poursuites pour délits communs, s'élever à la proportion de 17 o/o, on remarque que celui sur poursuites pour délits de chasse n'a pas dépassé 14 o/o.

La même conclusion découle de l'examen des récentes statistiques. Ainsi, pendant les années 1904 et 1905, alors qu'en matière de vols et coups et blessures, la proportion des acquittements fut de 6 ou 7 o/o en matière de délit de chasse, elle dépassa à peine 5 o/o.

L'objection tirée de ce fait, qu'il sera toujours facile aux délinquants de combattre les procès-verbaux au moyen de témoignages achetés, n'est pas plus décisive, car il appartient justement aux tribunaux de peser la valeur des témoignages et de ne tenir aucun compte de ceux qui paraissent suspects.

Cependant si le législateur a estimé qu'il n'était pas nécessaire de donner aux procès-verbaux, en matière de chasse, une autorité inébranlable, s'il lui a apparu utile dans l'intérêt même de la justice et de la vérité d'en autoriser la libre discussion à la barre du tribunal, il a voulu néanmoins leur donner une valeur probante que n'ont pas les procès-verbaux constatant les crimes et délits de droit commun prévus par le Code pénal.

C'est qu'en effet ces procès-verbaux, en matière de chasse, relatent des faits le plus souvent commis sans témoins et constituent, dans ce cas, le seul moyen de preuve légalement susceptible d'entraîner la conviction des juges.

Ainsi tous les procès-verbaux, en matière de chasse, font foi jusqu'à preuve contraire. Cette règle est absolument générale, la loi n'a pas même introduit d'exception en faveur de ceux émanant des agents des contributions indirectes et des gardes forestiers, bien qu'en règle générale, les procès-verbaux de ces fonctionnaires fassent foi jusqu'à inscription de faux.

Les procès-verbaux sont soumis, à peine de nullité, à certaines conditions de forme.

Ils doivent :

1° Etre signés par celui qui avait qualité pour les dresser;

2° Etre datés ;

3° Etre affirmés dans les vingt-quatre heures du délit devant le juge de paix ou son suppléant, le maire ou l'adjoint soit de la commune où a été commis le délit, soit de celle où habite le rédacteur du procès-verbal. Toutefois cette formalité n'est exigée par la loi de 1844, article 24, que pour les procès-verbaux émanant des gardes. Elle a été étendue, par une circulaire administrative du 25 juin 1844, aux procès-verbaux des employés des contributions indirectes et des octrois ;

4° Enfin les procès-verbaux doivent être enregistrés dans les quatre jours de leur date, sous peine d'une amende de 5 fr. 50.

CHAPITRE III

ARRESTATION DES DÉLINQUANTS

L'article 25, qui interdit la saisie des délinquants surpris en flagrant délit de chasse, est une des dispositions les plus remarquables de la loi de 1844.

En règle générale, la saisie-arrestation des délinquants, par mesure de police, est obligatoire en cas de flagrant délit si l'infraction entraîne une peine d'emprisonnement : c'est ce qui résulte, en effet, de la loi du 20 mai 1863 et des articles 106 et 16 du Code d'instruction criminelle.

L'article 106 du Code d'instruction criminelle ordonne, en effet : à « tout dépositaire de la force publique, et même à toute personne, de saisir le prévenu en flagrant délit et de le conduire devant le procureur de la République, si le délit (1) *emporte peine afflictive ou infamante* », et l'article 16 du même Code prescrit aux gardes champêtres et forestiers, ainsi qu'aux gardes particuliers qui leur sont assimilés par l'article 189 du Code forestier : « d'arrêter et de conduire devant le juge de paix ou devant le maire tout individu surpris en flagrant délit, lorsque ce délit emportera la peine d'emprisonnement ou une peine plus grave. »

La loi du 20 mai 1863 (2) a généralisé la portée de

(1) Le mot délit est pris dans le sens large d'infraction à la loi pénale.

(2) Art. 1^{er}.

l'article 16 précité en permettant à tout agent de la police judiciaire, et même à toute personne, de saisir le délinquant surpris en flagrant délit, si le fait est puni de l'emprisonnement.

La disposition de l'article 25 de la loi du 3 mai 1844, qui interdit l'arrestation du chasseur surpris en délit, même si l'infraction emporte la peine d'emprisonnement, est donc tout à fait exceptionnelle. Elle a été empruntée à la loi du 30 avril 1790. Cette sage précaution du législateur a pour objet d'éviter des collisions fâcheuses entre gens armés, collisions qui pourraient occasionner des crimes et délits d'une nature beaucoup plus grave que ceux prévus par la loi sur la chasse.

L'article 25 autorise cependant l'arrestation des délinquants dans les trois cas suivants :

S'ils sont déguisés ou masqués ;

S'ils refusent de faire connaître leur nom ;

Ou s'ils n'ont pas de domicile connu.

Si cette disposition n'existait pas, la loi serait toujours éludée, puisqu'il suffirait d'être inconnu des gardes pour éviter la responsabilité des délits. Il faut remarquer d'ailleurs : « que le voyageur qui se trouverait dans l'un des cas prévus par l'article 25, pourrait et devrait être légalement arrêté comme inculpé de vagabondage. On ne peut évidemment admettre que le délit de chasse place le délinquant dans une situation plus favorable et crée en sa faveur, une exception au droit commun » (Voir exposé des motifs, rapport de M. Franck-Carré).

Les délinquants arrêtés sont, aux termes de l'article 25, conduits devant le maire ou le juge de paix, lequel s'assure de leur individualité. Mais il résulte de l'esprit de la loi, que cette arrestation, essentiellement *provisoire*, doit durer juste le temps qu'il faut pour permettre à l'officier de police judiciaire le plus rapproché de s'assurer de l'identité du délinquant. Ce dernier devra donc être conduit devant le maire, et non devant le juge de paix pour ne pas prolonger l'arrestation si elle a eu lieu en dehors du territoire du chef-lieu de canton.

L'agent qui a procédé à l'arrestation pourra, au besoin, employer la force et requérir main-forte pour vaincre la résistance du délinquant, sans quoi la loi resterait lettre morte.

Si après avoir été amené devant le juge de paix ou le maire, le délinquant s'obstinait à refuser de faire connaître son nom, ou si, l'ayant fait connaître, il ne pouvait justifier de moyens d'existence et d'un domicile certain, il devrait être conduit devant le procureur de la République qui, après l'avoir interrogé, aurait la faculté, s'il est en état de vagabondage suffisamment établi, de le placer sous mandat de dépôt en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la loi du 20 mai 1863.

CHAPITRE IV

POURSUITE DES DÉLINQUANTS EN MATIÈRE DE CHASSE.

Aux termes de l'article 26 de la loi du 3 mai 1844 :
« Tous les délits de chasse seront poursuivis d'office par le ministère public, sans préjudice des droits conférés aux parties lésées par l'article 182 du Code d'instruction criminelle. Néanmoins, dans le cas de chasse sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire, la poursuite d'office ne pourra être exercée par le ministère public sans une plainte préalable de la partie intéressée, qu'autant que le délit aura été commis dans un terrain clos suivant l'article 2 et attenant à une habitation ou sur des terres non encore dépouillées de leurs fruits. »

§ 1. — Poursuite à la requête du ministère public.

Sous l'empire de la législation antérieure à 1844, la chasse en temps prohibé ou sans permis de port d'arme, étaient les seuls délits d'ordre public poursuivis d'office par le procureur du Roi ; toutes les autres infractions étaient rangées parmi les délits privés dont la poursuite, par le ministère public, est subordonnée au dépôt d'une plainte préalable. Ce système était une des grandes causes de l'impunité des braconniers : presque tous les propriétaires répu-

gnent, en effet, à poursuivre les délits de chasse commis sur leurs propriétés et même à les dénoncer par une plainte. Les braconniers en profitaient pour chasser en toute sécurité, par tous les moyens qui ne constituaient pas l'un des délits pour lesquels le ministère public pouvait agir d'office.

L'article 26 de la loi du 3 mai 1844 eut pour but de mettre fin à ces abus regrettables, en élargissant le cercle des délits d'ordre public, poursuivis d'office par les parquets.

Aux termes de cet article, il n'existe plus qu'un seul délit privé : celui de chasse sur le terrain d'autrui, sans le consentement du propriétaire, et encore faut-il, pour que ce délit ne soit pas poursuivi d'office, que le terrain ne soit ni clos ni attenant à une habitation, ni chargé de ses fruits.

En ce qui concerne la poursuite du délit de chasse sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire, trois systèmes différents ont été proposés lors de la discussion de la loi de 1844 devant les Chambres.

Suivant le projet du gouvernement (art. 24) pour donner ouverture à l'action publique, il suffisait que le propriétaire, antérieurement au délit, eût manifesté son intention d'interdire la chasse sur ses possessions par une déclaration formelle déposée au parquet.

La condition essentielle du délit qui nous occupe, il ne faut pas l'oublier, c'est l'absence du consentement du propriétaire, mais ce consentement doit-il se présumer ?

Dans le système du projet déposé par le ministre de la justice, le consentement était présumé mais la déclaration

faite au parquet avait justement pour effet de faire tomber cette présomption.

L'exposé des motifs indique les raisons de ce système :
 « Un grand nombre de ceux qui laissent aujourd'hui chasser sur leurs terres sans oser se plaindre, entreront avec empressement dans la nouvelle voie qui leur est ouverte, et la disposition du projet dont il s'agit ici ne sera pas l'une des moins utiles à la répression du braconnage. »

M. Mérillou, à la Chambre des pairs, proposa un système suivant lequel le consentement du propriétaire ne serait plus présumé. Tout individu surpris en attitude de chasse sur le terrain d'autrui et dans l'impossibilité de produire l'autorisation spéciale du propriétaire pourrait être poursuivi d'office par le ministère public.

L'auteur de cette proposition estimait, en effet, qu'on ne peut sans inconvénient subordonner l'exercice de l'action publique à une intervention quelconque du particulier lésé s'exposant par une plainte à « la haine de cette partie et la population qui n'a pas de propriétés ».

Aucun de ces deux systèmes ne fut admis. Le rapporteur de la commission de la Chambre des pairs déclara, sans donner de raisons bien valables, que la déclaration générale faite au parquet ne pouvait être considérée comme équivalente à une plainte.

Quant au système de M. Mérillon, il fut, à bon droit, écarté, car son adoption eût abouti à rendre la chasse impossible dans un pays comme le nôtre où la propriété est

très morcelée et où, par suite, il eût été très difficile aux chasseurs de se munir de toutes les autorisations nécessaires.

Il convient d'ailleurs de tenir compte de l'esprit de tolérance des propriétaires, tolérance qui n'irait sans doute pas jusqu'à se formuler en permission écrite.

La présomption inscrite dans la loi de 1844 est conforme à la réalité des choses, et l'on n'eût pas, sans inconvénient, obligé le ministère public à se substituer au propriétaire qui se tait.

Le système adopté par la loi de 1844 est le suivant. La poursuite des délits de chasse sur le terrain d'autrui est subordonnée à une plainte préalable du propriétaire, mais s'il résulte de l'examen de cette plainte et du procès-verbal qui a pu être déposé à son appui, que le délit est suffisamment établi, le procureur de la République a le devoir de poursuivre comme en matière ordinaire : « Dans le cas de chasse sur le terrain d'autrui, a déclaré le rapporteur, nous ne disons pas que le ministère public ne poursuivra pas, mais qu'il ne poursuivra qu'autant qu'une plainte lui aura été adressée. »

Cependant ce n'est pas ainsi que les choses se passent dans la pratique. Les poursuites intentées à la requête du ministère public sont excessivement rares.

Lorsqu'une plainte est déposée au parquet, le procureur s'empresse de la retourner à son auteur en lui faisant connaître que le délit de chasse sur le terrain d'autrui, n'intéressant pas suffisamment l'ordre public, il lui laisse

le soin de se pourvoir en réparation du préjudice causé devant la juridiction compétente. La partie lésée, qui veut user de son droit de citation directe, est obligée d'avancer les frais de l'instance ; aussi les petits propriétaires s'abstiennent-ils, dans la crainte de ne pouvoir recouvrer plus tard leurs déboursés contre un condamné insolvable.

L'accroissement prodigieux du nombre des chasseurs au cours de ces dernières années a donné à cette question de la poursuite des délits de chasse sur le terrain d'autrui, une importance qu'elle n'avait jamais eue autrefois.

En effet, rien de plus préjudiciable à la propriété que cette nuée de chasseurs piétinant les récoltes sans scrupule.

Frappé de la progression formidable des délits de chasse sur le terrain d'autrui, le Congrès international de la chasse, tenu à Paris au mois de mai 1907, émit le vœu « que le délit fût, conformément à la loi, poursuivi d'office par le ministère public, toutes les fois qu'il y a eu plainte de la partie intéressée et que des instructions en ce sens, fussent envoyées aux parquets par le garde des sceaux. »

L'abstention systématique des parquets, est cependant motivée par de sérieuses raisons.

On a remarqué que souvent, le propriétaire qui a déposé sa plainte entre les mains du procureur de la République, la retire à l'audience, laissant ainsi le ministère public dans une posture assez délicate. Sans doute, il est bien certain, qu'en droit, le changement de volonté du

plaignant n'a pas pour effet de paralyser l'action publique lorsqu'elle a déjà été mise en mouvement.

C'est seulement en matière d'adultère ou de diffamation, que le désistement de la partie lésée, en tout état de cause, arrête l'exercice de l'action publique.

Lorsqu'il s'agit d'un délit de chasse sur le terrain d'autrui, dès le dépôt de la plainte, le ministère public rentre dans la plénitude de ses attributions pour faire tous actes, toutes réquisitions, et conséquemment former tout appel ou pourvoi en cassation. Cependant on ne manquerait pas d'accuser d'excès de zèle, le Procureur de la République qui persisterait à requérir l'application d'une peine malgré le silence de la seule partie véritablement lésée, silence qui peut, sans doute, être parfois motivé par la crainte, mais l'est bien plus souvent par un sincère désir de conciliation.

Ajoutons que beaucoup de passion se mêle à ces procès de chasse. Le ministère public perdrait de son prestige à se faire l'instrument de rancunes mesquines. Un simple procès-verbal de garde ne suffit pas à édifier sur la valeur morale de ces sortes d'affaires.

Souvent, en effet, on voit, après une tolérance de plusieurs mois, de plusieurs années, le propriétaire poursuivre un chasseur de bonne foi, par caprice ou mauvaise humeur.

Souvent aussi les débats révèlent à l'audience que le garde a induit le propriétaire en erreur, et, qu'en réalité, procès-verbal a été dressé injustement à une personne chassant sur un terrain qui n'appartenait pas au plaignant.

La déclaration prévue par le projet de loi, plus réfléchie qu'une simple plainte, eût, sans doute, évité ces inconvénients, et le ministère public aurait pu poursuivre sans s'exposer à un démenti à l'audience. Mais nous croyons qu'étant donné les dispositions actuelles de la loi, le système pratiqué par les parquets est, à tout prendre, le meilleur. Le seul remède aux inconvénients signalés plus haut, réside dans l'association des petits propriétaires se prêtant une assistance financière mutuelle.

Aux termes de l'article 26, § 2, le ministère public peut poursuivre d'office les délits de chasse sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire, lorsque le fait de chasse a été commis sur un terrain clos et attenant à une habitation ou sur des terres non dépouillées de leurs fruits. Il y a là, en effet, deux circonstances aggravantes qui font qu'une pareille infraction blesse l'ordre public. Dans ces deux cas, le ministère public peut poursuivre d'office sans attendre la plainte de la partie intéressée.

C'est, qu'en effet, contrairement à ce qui se passe en matière de chasse sur un terrain nu où le consentement est présumé, ici la loi a admis une présomption opposée. Mais ce n'est qu'une présomption qui peut être combattue par la preuve contraire et devra tomber devant elle, dès qu'elle est faite. Aussi est-on d'accord pour décider que si un délinquant poursuivi d'office par le ministère public, rapporte le consentement du propriétaire, l'action publique tombe aussitôt, quelle que soit l'époque de la procédure où il en est justifié, fut-ce même à l'audience (Cass.,

3 mars 1854, D. 54. I. 162 ; Cass., 6 mars 1846, D. 46. I. 168).

Mais pour cela, il faut, bien entendu, que ce consentement ait précédé le fait de chasse et qu'il ait existé au moment où il avait été commis.

Ce ne fut pas sans difficulté que ce droit de poursuite fut admis en cas de chasse sur un terrain chargé de récoltes. Sur la proposition de M. Parès, la Chambre des députés avait adopté le système contraire, mais il fut repoussé par la Chambre des pairs, et, finalement, la Chambre des députés se rendit aux raisons tirées de l'intérêt de la propriété et de l'agriculture.

§ 2. — Poursuite à la requête de la partie civile.

La partie lésée par un délit de chasse a, indépendamment de la faculté de porter plainte, le droit de provoquer l'action publique en assignant directement devant la juridiction correctionnelle l'auteur de ce délit et les personnes civilement responsables, conformément à l'article 182 du Code d'instruction criminelle. Pour que l'action civile soit recevable, il faut que la personne qui l'exerce justifie d'un dommage personnel, soit matériel, soit moral, résultant directement d'un délit de chasse. Cette condition fait parfois défaut.

Ainsi, en matière de délit de chasse sans permis ou en temps prohibé, un simple particulier est sans qualité pour poursuivre, parce que de telles infractions ne blessent que l'ordre public.

Par la citation directe, le tribunal correctionnel est saisi

tout à la fois de l'action civile et de l'action publique, parce que la première ne peut être régulièrement portée devant la juridiction de répression qu'accessoirement à la seconde, et le tribunal peut prononcer une peine, encore que le ministère public ait conclu au renvoi du prévenu ou même n'ait pas conclu du tout (Faustin-Hélie, t. I, n° 518).

L'action civile a pour but la réparation du préjudice causé par le délit ; elle aboutit au paiement d'une indemnité versée par le délinquant à la partie lésée et le recouvrement de cette indemnité est garanti par la sanction rigoureuse de la contrainte par corps.

Au lieu de saisir directement le tribunal correctionnel, la personne lésée par un délit de chasse peut, conformément à l'article 63 du Code d'instruction criminelle, se constituer partie civile dans sa plainte adressée au juge d'instruction et provoquer ainsi une information judiciaire malgré le réquisitoire de non informer du parquet (Cass. crim., 6 décembre 1906).

Les associations de chasseurs engagent vivement leurs membres à faire usage de ce droit peu connu qui présente, en effet, de grands avantages.

Le juge d'instruction, saisi par la partie civile, ne peut rendre une ordonnance de non-lieu d'informer que s'il motive son ordonnance, soit en relevant les causes légales d'extinction de l'action publique, soit en déniant sa compétence, ou en constatant que les faits, à les supposer établis, ne peuvent comporter une qualification pénale.

Si aucune de ces hypothèses ne se rencontre, quel que soit le sens du réquisitoire du ministère public, le juge d'instruction est tenu d'ouvrir une information.

L'avantage de ce mode de procéder n'est pas seulement de vaincre l'inertie ou la résistance injustifiée du ministère public, car ce résultat peut être obtenu au moyen de la citation directe, mais de provoquer de la part d'un magistrat qui possède des moyens d'investigation très étendus, une instruction qui révélera les complices des délinquants et notamment les recéleurs.

CHAPITRE V

DROIT DE POURSUITE DE GROUPEMENTS DE CHASSEURS.

§ 1. — Sociétés de chasse.

Les particuliers peuvent former entre eux soit des sociétés de chasse, soit des associations de chasseurs. Il importe de distinguer ces deux sortes de groupements trop souvent confondus. Il y a société de chasse lorsque des individus se réunissent pour mettre en commun et exploiter les droits de chasse leur appartenant soit comme propriétaires, soit comme fermiers de la chasse sur des terres à eux louées à cet effet. Aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1901, ce qui caractérise le contrat de société en général et le distingue du contrat d'association, c'est son but lucratif. Cette formule est un peu étroite. L'article 1841 du Code civil reconnaît, en effet, qu'une société peut avoir pour objet non seulement le partage des bénéfices, mais aussi le simple usage d'une chose déterminée. On en peut conclure d'une manière certaine, avec le tribunal de Lyon (1), que lorsque plusieurs personnes mettent en commun leurs droits de chasse, elles forment entre elles une société parfaitement licite réunissant les condi-

(1) Lyon, 8 février 1902, *Mon. jud. Lyon*, 3 juillet 1902.

tions prévues par les articles 1832 et suivants du Code civil, et soumise à leurs prescriptions.

Les sociétés de chasse sont-elles douées de la personnalité morale ? Cette question n'est qu'un cas particulier de celle plus générale qui se pose à l'égard de toutes les sociétés civiles. Si l'on admet que les sociétés de chasse sont des personnes morales, il faudra en conclure que l'actif social, au lieu d'être indivis entre les associés, forme une masse commune qui ne se confond pas avec les biens de chacun des associés et constitue le patrimoine propre de la société personne fictive.

On sait que depuis l'important arrêt du 23 février 1891, la Cour de cassation n'a jamais cessé de reconnaître la personnalité des sociétés civiles (1), et que la plupart des Cours d'appel ont adopté cette manière de voir. « C'est là, dit M. Planiol, un des exemples les plus remarquables de ces évolutions qui se produisent sur certaines matières dans la jurisprudence, sous le simple effort du changement des idées et indépendamment de toute intervention législative. » Il n'existe en effet aucun texte de loi qui attribue d'une manière générale la personnalité à toutes les sociétés civiles.

La jurisprudence a eu déjà plusieurs fois l'occasion de faire aux sociétés de chasse l'application des principes généraux que nous venons d'énoncer. L'arrêt précité du tribunal de Lyon notamment a décidé que l'association for-

(1) Cass., 23 février 1891, D. 91.1.337 ; Cass., 2 mars 1892, D. 93.1.169 ; Cass., 2 janvier 1894, D. 94.1.129.

mée par les membres d'une société de chasse créée au profit de l'individualité collective des intérêts et des droits distincts des intérêts et des droits de chacun de ses membres, et la Cour de Douai elle-même, qui avait jusqu'à ces dernières années refusé aux sociétés de chasse le caractère de personnes morales (1), a rendu, le 19 juillet 1906, un arrêt, par lequel renonçant à sa propre jurisprudence, elle déclare que de telles sociétés forment une individualité collective.

Parmi les conséquences de la personnalité aussi reconnues aux sociétés de chasse, l'une des plus intéressantes devrait, semble-t-il, être le droit pour elles de se faire représenter en justice par leur gérant sans qu'il soit nécessaire de mettre en cause tous leurs membres. Cependant il n'en est rien : avant même d'avoir reconnu la personnalité des sociétés civiles, la jurisprudence, pour des raisons pratiques, avait admis que les membres de ces sociétés étaient régulièrement représentés en justice, pour la défense des droits de chasse exploités en commun, par celui des associés que les statuts avaient chargé de pourvoir aux rapports de la société avec les tiers. Et il avait été jugé, par un arrêt de la Chambre criminelle du 18 novembre 1865 (2), que le délinquant ainsi poursuivi opposerait en vain à la partie civile la maxime : « Nul en France ne plaide par procureur. »

Toute procédure eût en effet été impraticable pour ou contre les sociétés si, en cas de procès, le représentant de

(1) Arrêt du 25 janvier 1899.

(2) D. P. 66.1.455 (Société de Saint-Valéry).

la société en justice avait été obligé d'indiquer, dans chacun des actes de la procédure, le nom de tous ses membres, et si les parties adverses avaient dû adresser les assignations et significations nécessaires à toutes les personnes composant la société.

La Cour de cassation commença par admettre que les administrateurs de la société pourraient agir en justice en son nom quand les statuts leur confèreraient spécialement ce pouvoir (1). Puis elle finit par considérer que ce pouvoir rentrait naturellement dans leurs fonctions d'administrateurs ; et la jurisprudence est depuis longtemps fixée en ce sens que la représentation juridique de la collectivité par son conseil d'administration a lieu même si ce mandat n'est pas spécialement exprimé dans les statuts (2).

Ainsi le droit pour les sociétés de chasse d'ester en justice est bien fixé par la jurisprudence. Tout délit de chasse préjudiciable aux droits mis en commun par la société, que ces droits soient d'ailleurs considérés comme indivis entre ses membres ou comme faisant partie du patrimoine de la société personne morale, donne ouverture à une action civile qui peut être valablement exercée devant la juridiction civile ou répressive par son représentant.

§ 2. — Associations de chasseurs.

On sait que la loi du 1^{er} juillet 1901, abrogant toutes les

(1) Cass. crim., 18 novembre 1865.

(2) Cass., 25 mai 1887, D. 88.71.

lois restrictives antérieures, a permis aux associations de se former librement sans autorisation ni déclaration préalable, et leur a donné le moyen d'acquérir la capacité juridique en remplissant les formalités de publicité prévues par son article 5. Les chasseurs peuvent évidemment invoquer le bénéfice de cette loi et s'associer en vue d'atteindre, par une action collective, un but que l'isolement des individus rend difficile ou même impossible. Ils ont dans ces dernières années largement usé des avantages procurés par la législation nouvelle. Sans compter la société du Saint-Hubert Club de France et la Société Centrale des chasseurs qui groupent près de cent mille porteurs de permis et ont pour but général la protection, le relèvement et l'amélioration de la chasse en France et aux colonies, de nombreuses associations régionales ou locales se sont constituées, principalement dans la région parisienne et dans le centre.

La condition juridique de ces associations, nous l'avons déjà dit, est actuellement déterminée par la loi du 1^{er} juillet 1901. On s'est demandé souvent si celle du 21 mars 1884, relative aux syndicats professionnels, est applicable aux groupements de chasseurs. Cette question a toujours été résolue négativement par la jurisprudence, motif pris de ce que « le droit de se constituer en syndicat professionnel est réservé exclusivement aux personnes qui appartiennent soit comme patrons, soit comme ouvriers et salariés, au commerce, à l'industrie ou à l'agriculture » (Langres, 9 décembre 1887, D. 88.3.136).

On pourrait objecter qu'une association de propriétaires ayant pour objet, même exclusif, la protection de leurs droits de chasse, répond aux exigences de la loi de 1884, car le sort de la chasse est étroitement lié à celui de la propriété et de l'agriculture.

Depuis la promulgation de la loi de 1901, les syndicats professionnels ont perdu de leur intérêt. Il importe cependant de remarquer que leur condition légale est supérieure à celle des associations simplement déclarées régies par la loi de 1901, et que leur capacité juridique se rapproche sensiblement de celle des associations reconnues d'utilité publique. En effet, l'article 6 de la loi de 1901 ne mentionne pas parmi les droits reconnus aux associations simplement déclarées celui de recevoir des dons et legs ; il s'ensuit qu'elles sont incapables d'acquérir à titre gratuit. Cette incapacité ne se déduit pas seulement du texte qui ne vise que les acquisitions sous la forme de contrats à titre onéreux, mais encore elle est confirmée par la discussion de cet article devant les Chambres (V. *Journal officiel*, Chambre des députés, séance du 5 février 1901).

Les syndicats professionnels, au contraire, sont capables de recevoir des dons et legs. La loi de 1884 ne le dit pas expressément, mais cette conclusion découle de l'examen des travaux préparatoires. La doctrine et la jurisprudence sont aujourd'hui bien fixées en ce sens (1).

(1) Aug. Chareyre, *Chambres syndicales*, p. 109 ; Théod. Tissier, *Traité des dons et legs*, nos 208 et suiv. ; Vareilles-Sommières, *Les personnes morales*, nos 1376 et suiv. ; Hauriou, *Droit administratif*, p. 160 ; Seine, 16 juillet 1896, *Journal des sociétés*, 1896, 517.

La personnalité morale et le droit d'ester en justice sont expressément conférés par l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1901 aux associations rendues publiques. Cette publicité consiste en une déclaration préalable faite à la préfecture du département ou à la sous-préfecture d'arrondissement où la société a son siège social.

Une association ainsi déclarée possède un patrimoine collectif qui n'est pas dans l'indivision et ne se confond pas avec le patrimoine personnel de chacun de ses membres. Nous avons déjà dit qu'elle ne peut recevoir ni dons ni legs des simples particuliers, ce droit étant réservé aux seules associations déclarées d'utilité publique par décret rendu en Conseil d'Etat, mais l'Etat, les départements et les communes peuvent lui accorder des subventions. Elle peut évidemment s'enrichir des cotisations de ses membres, et il est même remarquable que la loi qui redoute tant la formation des gros patrimoines collectifs n'ait pas fixé le maximum de ces cotisations.

De même que les syndicats professionnels, l'association ne peut posséder comme immeubles, outre le local destiné à son administration que ceux nécessaires au but qu'elle se propose.

Les associations déclarées possèdent le droit d'ester en justice. Quelles sont exactement les limites de ce droit ? C'est ce que nous allons examiner.

La recevabilité d'une action en justice est subordonnée à une condition essentielle : l'intérêt né et actuel de celui qui l'exerce. L'association plaideur collectif n'est pas un

plaideur privilégié, elle doit avoir un intérêt collectif comme le plaideur individuel doit avoir un intérêt individuel. Ce principe admis, il reste à en déterminer l'application.

D'après une opinion restrictive, le droit pour les associations d'ester en justice est limité aux faits qui ont une influence immédiate sur son patrimoine. L'association, en tant que personne morale, peut exercer toutes les actions ayant pour but de faire respecter sa personnalité juridique ou ses biens. Par exemple, elle peut plaider sans autorisation par l'intermédiaire de son directeur contre le bailleur de l'immeuble où elle a établi son siège social, contre l'un de ses membres qui refuserait de payer sa cotisation, ou encore poursuivre le voleur de sa caisse par voie de citation directe devant le tribunal correctionnel. Il faut que les statuts désignent la personne chargée d'intenter les actions sociales et d'y défendre. Le directeur est, dans le silence des statuts, valablement assigné, mais pour intenter une action comme demandeur, il faut une délibération spéciale. Le tribunal compétent est celui de la situation du siège social, même dans le cas où il y a plusieurs établissements dans d'autres arrondissements, sauf au cas où ces établissements ont une administration complètement distincte,

Cette conception de l'intérêt collectif d'une association est beaucoup trop étroite. Ce fut celle des premiers arrêts relatifs aux syndicats professionnels, mais elle est aujourd'hui

d'hui complètement abandonnée (1). En effet, au delà des faits qui ont une influence immédiate sur le patrimoine de l'association, il en est d'autres qui peuvent légitimer l'intervention en justice de cette dernière au nom de la solidarité des intérêts cynégétiques qu'elle a justement pour but de défendre. L'association doit être déclarée recevable à ester en justice non seulement dans l'intérêt de l'association, mais aussi des associés.

Il est difficile de donner une définition de l'intérêt général d'une association. C'est avant tout une question d'espèces. Cependant il nous semble possible de distinguer trois séries d'hypothèses dans lesquelles l'action à caractère général peut être valablement exercée par l'association.

1° *Tous les membres de l'association sont individuellement lésés ; il en résulte un préjudice général causé à l'association.*

Supposons un arrêté préfectoral contenant des dispositions illégales ou arbitraires. Une association formée entre les chasseurs du département pourra, sans aucun doute, demander au préfet, en son propre nom, de les rapporter, et en cas de refus les attaquer devant la juridiction administrative compétente. Toutefois il faudra que l'association ne comprenne qu'un département, car l'application de l'arrêté est limitée à cette circonscription territoriale : si l'association comprenait plusieurs départements, partie de ses membres n'aurait pas d'intérêt.

(1) Voir Escarra, *Etude sur la recevabilité des recours juridictionnels exercés par les syndicats*.

2° *Un ou plusieurs membres de l'association sont individuellement lésés mais cette lésion personnelle emporte avec elle la preuve d'une lésion générale.*

Il ne suffit pas qu'il y ait des intérêts individuels compromis pour qu'une association puisse ester en justice ; il faut, outre les intérêts individuels, un intérêt général. L'intérêt général n'est pas exclu par les intérêts individuels, il peut coïncider avec ces derniers ; il y aura alors des actions individuelles fondées sur des intérêts individuels et une action sociale fondée sur l'intérêt général. Mais si le dommage n'atteignait qu'un ou plusieurs chasseurs en particulier sans léser les intérêts généraux de la chasse sur le territoire de l'association, l'action de cette dernière ne serait pas recevable, car on pourrait lui opposer la maxime « nul en France ne plaide par procureur ».

En d'autres termes, nous distinguons deux catégories de faits dommageables : ceux qui sont relatifs à des intérêts strictement privés dont la sauvegarde appartient exclusivement à un individu déterminé, et ceux qui, tout en causant une lésion particulière, ont une portée générale. L'action de l'association est recevable lorsqu'elle est justifiée à la fois par la défense des intérêts généraux de la chasse qu'elle représente et par les intérêts particuliers de l'ensemble ou de quelques-uns de ses membres.

Précisons à l'aide d'un exemple. Il n'est pas rare de voir des individus détruire par vengeance toutes les couvées de perdreaux qu'ils peuvent découvrir sur une propriété déterminée. Un tel délit cause un grave préjudice non

seulement au propriétaire de la chasse ainsi saccagée, mais à tous les chasseurs du pays avoisinant qui sont intéressés à la conservation du gibier dans ce pays. Et cependant, aux termes de la loi de 1844, le propriétaire seul peut se constituer partie civile dans l'instance ouverte à la requête du ministère public contre le délinquant : son action est fondée sur la violation de son droit de propriété. Mais l'association formée par exemple entre les chasseurs de la commune pourra, nous semble-t-il, au nom des intérêts généraux de la chasse placée sous sa sauvegarde intervenir au procès pour demander la réparation du préjudice causé d'une manière générale à tous ses membres.

3° Aucun des membres de l'association n'est individuellement lésé, mais les intérêts généraux de la chasse sur le territoire de l'association ont subi un préjudice.

Nous avons supposé, en citant l'exemple précédent, que le propriétaire de la chasse sur laquelle les couvées ont été détruites était membre de l'association. Cette condition n'est pas nécessaire, et l'action de l'association serait également recevable si le propriétaire lésé était étranger à l'association.

Il en serait de même au cas où le recel du gibier prendrait dans une localité déterminée un caractère tellement général que tous les membres de l'association établis dans cette localité s'en trouveraient directement lésés. Le recel du gibier a en effet comme conséquence inévitable le développement du braconnage, et par suite il est préjudiciable aux intérêts généraux de la chasse.

Le tribunal d'Amiens, par un jugement du 16 février 1909, vient de reconnaître le caractère d'intérêt général à l'intervention d'une société de chasse dans un procès poursuivi à la requête du parquet contre un marchand vendant du gibier en temps prohibé.

« Attendu, dit le jugement, que l'association des chasseurs de l'arrondissement d'Amiens, pour aider à la répression du braconnage, jouit de la personnalité civile ; qu'aux termes de l'article 8 de ses statuts régulièrement approuvés, son président la représente en justice ; que X..., ès-qualités, est donc recevable en son intervention, alors que l'association au nom de laquelle il agit justifie d'un préjudice, puisqu'elle est fondée en vue notamment de la répression de la vente du gibier en temps prohibé, ainsi qu'il résulte de l'article 2 de ses statuts. »

.

« Attendu que X... ès-qualités ne justifie d'aucun préjudice matériel subi par l'association des chasseurs au nom de laquelle il agit, mais seulement d'un préjudice moral résultant des facilités que la vente du gibier en temps prohibé donne aux braconniers pour écouler le produit de leur chasse, et qui va à l'encontre du but poursuivi par l'association ; que dans ces conditions la condamnation de Z..., aux dépens est une réparation nécessaire mais suffisante.

Le même tribunal rendait le même jour, 16 février 1909, un second jugement rédigé dans les mêmes termes ; et à l'autre bout de la France, le 18 juin dernier, le tribunal

de Marseille accueillait également l'intervention d'une association de chasseurs dans un procès intenté par le ministère public à un marchand qui vendait des engins prohibés (1).

Cette jurisprudence nous suggère une remarque :

Les actions exercées par ces associations, et accueillies par les tribunaux ne font pas partie du patrimoine propre des associés et ne peuvent être exercées par aucun d'eux. Toutefois il ne faut pas se méprendre sur le sens de cette formule. En effet, à bien examiner le fond des choses, on s'apercevra qu'en réalité le préjudice général n'est jamais que la résultante de préjudices particuliers. Mais ces préjudices particuliers sont trop vagues pour servir de base à une action en justice, et les intéressés, faute de pouvoir les prouver d'une manière certaine, en sont réduits à dénoncer l'infraction au ministère public au moyen d'une plainte.

L'analyse précédente nous permet de déterminer le domaine d'action des associations de chasseurs : il empiète sur celui du ministère public, et ceci est naturel puisque les associations, de même que le ministère public, sont les gardiens de l'intérêt général. Toutefois le droit pour les associations d'ester en justice est, de même que pour les particuliers, limité aux actions relatives à des intérêts d'ordre privé. Aussi l'association ne saurait être admise à poursuivre un délit d'ordre public, comme par exemple un délit de chasse sans permis.

(1) V. *Bulletin du S.H.C.F.*, numéro du 1^{er} septembre 1909.

Cependant MM. Bérenger, Ribot, Paul Strauss, Cazot, Milliard, Ferdinand Dreyfus et Audiffred ont déposé, le 27 mai 1909, sur le bureau du Sénat, une proposition de loi tendant à accorder aux associations qui s'inspirent d'un but général le droit de poursuivre directement devant le tribunal de répression les auteurs d'infractions blessant exclusivement l'ordre public. « Ce que nous demandons, disent les auteurs du projet, n'est que l'extension du droit de citation directe. L'individu a le droit de poursuivre quand son intérêt personnel est lésé. Or quel est l'intérêt personnel d'une collectivité, sinon le but qu'elle poursuit ? Il est donc logique de demander pour la collectivité fondée dans le but de combattre un ordre d'abus déterminé le droit de poursuivre les faits délictueux qui relèvent de ces abus. »

Le personnel des parquets est insuffisamment nombreux pour assurer la répression énergique de tous les délits. Si les particuliers ont jugé utile de se grouper pour la défense de leurs intérêts, c'est que l'action publique n'y suffit pas. Débarrassés du souci des délits spéciaux, les magistrats consacreront plus de temps à la recherche des coupables plus particulièrement menaçants pour la sécurité publique, et la société sera mieux gardée.

Mais de graves objections peuvent être faites à un tel système. N'exposera-t-on pas les citoyens au péril de poursuites inconsidérées, excessives ou passionnées, au danger même du chantage ? « Cette crainte, disent les auteurs du projet, paraît excessive en présence des éven-

tualités menaçantes que comporte toute instance téméraire : condamnation possible à des dommages-intérêts pour citation indue, ou même application d'une peine pour dénonciation calomnieuse ».

Une disposition de la proposition de loi paraît propre à donner une assurance contre les abus possibles. L'association, avant d'être admise au droit nouveau, devra se soumettre à une enquête sur la légitimité de son but, l'honorabilité et la compétence de ses membres. Cette enquête sera faite par la Cour d'appel du ressort, l'autorisation sera délivrée par elle s'il y a lieu, et sera révocable par elle également en cas de faute grave.

Tel est dans ses grandes lignes le système proposé par M. Bérenger et ses collègues. Nous ne serions pas étonné de le voir favorablement accueilli par les Chambres. Le législateur a, en effet, manifesté à diverses reprises dans ces dernières années, et notamment par le vote des lois du 29 juin 1907 et du 5 août 1908 sur les syndicats professionnels, une tendance marquée à substituer la forme collective à la forme individuelle dans l'exercice des actions en justice, et à élargir la conception de l'intérêt collectif.

Nous venons d'examiner le cas où l'association peut plaider par elle-même, en son propre nom. Si ce droit d'ester est limité aux faits d'ordre général qui intéressent la collectivité, rien n'empêche l'association d'assister chacun de ses membres dans le procès qu'il soutient avec les ressources dont elle dispose, à la condition bien entendu

de ne pas figurer en son nom dans l'instance. Et c'est là le véritable intérêt de l'association. Il lui suffit pour cela d'assurer la gratuité du procès à ses membres, d'avoir un personnel d'avocats, d'hommes d'affaires qui la représentent en justice sous le nom de la partie lésée pour le minimum de frais.

Le mouvement qui entraîne les chasseurs vers l'association tend à prendre tous les jours plus d'ampleur. M. Daubrée, conseiller d'Etat, directeur général des Eaux et Forêts déclarait à l'assemblée générale du Saint-Hubert Club de France tenue à Paris le 23 mai 1909 : « Notre idée des mutualités cynégétiques fait rapidement son chemin. En comptant la région de Paris, nous pouvons dire que quatorze ou quinze départements limitrophes vont être organisés en groupements formant un bloc territorial qui va certainement s'étendre encore. »

La question d'argent est le principal obstacle à l'exercice des actions civiles en matière de chasse. Grâce aux mutualités judiciaires et répressives qui assument la charge pécuniaire des instances en justice intéressant leurs associés, cet obstacle disparaît. Il existe actuellement plusieurs de ces associations qui fonctionnent avec un plein succès, notamment celle de la Côte-d'Or. Pas un délit n'est constaté sur les chasses gardées de la Côte-d'Or sans que les tribunaux en soient saisis. La peine prononcée s'accroît des dommages-intérêts alloués à la partie civile, et la contrainte par corps est exercée dans la mesure du possible contre les délinquants insolvables. La caisse des-

tinée à subvenir aux dépenses nécessitées par les procès est alimentée par une taxe fixée comme suit : 15 francs pour les terrains dont la chasse appartient à un, deux ou trois chasseurs, et pour les terrains appartenant ou loués à plus de trois chasseurs, 5 francs par tête. La société exige en plus l'abandon au profit de la caisse des dommages-intérêts et des frais que chaque associé a pu obtenir et recouvrer contre les délinquants. Cette société, dont le fonctionnement est parfait, ne tardera pas à trouver des imitateurs, espérons-le.

CHAPITRE VI

SAISINE DU TRIBUNAL CORRECTIONNEL.

DÉTENTION PRÉVENTIVE.

Le tribunal correctionnel est ordinairement saisi par voie de citation directe à la requête du ministère public ou de la partie civile. L'information préalable à laquelle il est procédé par le juge d'instruction peut sans doute être utile dans certains cas, par exemple pour découvrir les complices et notamment les recéleurs, ou pour établir exactement l'identité du prévenu qui s'attribue un faux état civil, mais en général l'affaire est simple, il n'y a aucune incertitude sur le caractère du délit ou sur la désignation du prévenu et des témoins et l'instruction orale et publique qui se fait à l'audience suffit à éclairer le tribunal.

La procédure de flagrant délit organisée par la loi du 20 mai 1863 est inapplicable en matière de chasse. En effet, l'arrestation préalable en flagrant délit est le préliminaire obligé de cette procédure (1), et nous savons que la saisie-arrestation des individus surpris en flagrant délit de chasse est formellement interdite par l'article 25 de la loi du 3 mai 1844. D'autre part, la loi du 30 mai 1863 est étrangère aux infractions dont la procédure est régie par des lois spé-

(1) Lyon, 17 mars 1891, *D.A. Suppl.*, V° *Procédure criminelle*, n° 982.

ciales (1). Sans doute le braconnier pourra dans certains cas, être traduit immédiatement à la barre du tribunal du cité d'urgence après mandat, mais il faudra pour cela qu'il soit en même temps prévenu d'un délit de droit commun justifiant une telle procédure, par exemple de vagabondage ou de voies de fait à l'égard des agents verbalisateurs.

Le braconnier prévenu d'un délit de chasse doit-il nécessairement comparaître libre devant ses juges ? Nous avons posé la grave question de la détention préventive en matière de chasse. Dégageons-en de suite les éléments.

Quand nous parlons du braconnier, nous visons l'individu inculpé d'un délit de chasse susceptible d'entraîner contre lui la peine de l'emprisonnement, c'est-à-dire justiciable des articles 12, 13 et 14 de la loi du 3 mai 1844. Il ne saurait en effet être question de détention préventive en matière des délits punis d'une simple amende, car dans ce cas la liberté provisoire est de droit pour le prévenu.

D'après l'opinion la plus répandue, le juge d'instruction ne peut, sans se rendre coupable de détention arbitraire, placer le braconnier sous mandat de dépôt. En effet, dit-on, l'article 25 de la loi du 3 mai 1844 n'autorise l'arrestation des délinquants que s'ils sont déguisés ou masqués, s'ils refusent de faire connaître leur nom ou s'ils n'ont pas de domicile connu, et cette arrestation, dans les cas

(1) Art. 7 de la loi du 30 mai 1863.

exceptionnels où elle est admise, n'a d'autre but que de s'assurer de l'individualité de l'inculpé ; elle ne peut être maintenue après que cette identité a été régulièrement constatée.

A notre avis, cette opinion repose sur une erreur certaine. Ses partisans confondent deux choses absolument distinctes : l'arrestation provisoire et la détention préventive. L'arrestation provisoire a pour but d'éviter la fuite du coupable surpris en flagrant délit ; elle constitue une mesure de police permise par les articles 16 et 106 du Code d'instruction criminelle à tous les officiers et agents de la police judiciaire et même aux simples citoyens ; elle a lieu sans ordre préalable et de l'initiative même de ceux qui y procèdent : c'est pourquoi on lui donne parfois le nom d' « arrestation spontanée ». La détention préventive au contraire est une mesure d'instruction : c'est l'acte réfléchi par lequel le juge met l'inculpé sous les verrous et le prive de sa liberté d'une manière absolue. L'arrestation par mesure de police a pour but de mettre le délinquant à la disposition du magistrat compétent pour le faire arrêter par mesure d'instruction (1).

Ce que l'article 25 de la loi de 1844 interdit, c'est la saisie-arrestation par mesure de police des délinquants surpris en flagrant délit, dans le but d'éviter les collisions sanglantes qui en seraient fatalement résultées. Mais ce texte, dont le sens est précisé par les travaux préparatoires,

(1) V. Garraud, *Précis de droit criminel*, p. 669 et 671.

n'a pas pour effet de priver le juge d'instruction des pouvoirs très larges qui lui sont conférés par l'article 113 du Code d'instruction criminelle.

Un autre argument a été invoqué par les partisans de l'opinion que nous combattons. « Les délits de chasse, disent-ils, sont prévus et punis par une loi spéciale, vous ne pouvez lui appliquer les dispositions édictées en matière de détention préventive par le Code d'instruction criminelle, ces dispositions n'étant applicables qu'aux seuls délits de droit commun prévus au Code pénal. » Nous cherchons en vain dans le Code d'instruction criminelle un texte analogue à l'article 484 du Code pénal restreignant le domaine d'application de ses dispositions. Les pouvoirs que possède le juge d'instruction lui ont été conférés d'une manière absolument générale pour assurer sa mission de justice. Il faut qu'il puisse ordonner la détention préventive des prévenus toutes les fois que l'ordre public serait menacé par l'inculpé libre.

« Comment admettre, dit M. Collin, en présence de la sévérité de ses sanctions que la loi de 1844 ait entendu dépouiller les magistrats du parquet de la faculté qu'ils ont de prescrire d'arrêter et de placer, moyennant certaines conditions, sous mandat de dépôt tous individus inculpés de délits susceptibles d'entraîner contre eux la peine de l'emprisonnement (1). » N'oublions pas, en effet, que le braconnier peut être puni d'un emprisonnement de deux

(1) Collin, *Répression du braconnage par l'application des lois existantes*, 1898.

années, c'est-à-dire d'une peine équivalente au maximum de celle prononcée par l'article 311 du Code pénal en matière de coups et blessures n'ayant occasionné aucune incapacité de travail de plus de 20 jours.

Ni l'argument tiré de l'article 25 de la loi de 1844, ni celui invoqué à raison de la spécialité de la législation sur la chasse ne peuvent prouver que la détention préventive soit inapplicable aux braconniers.

Mais il convient aussi d'examiner si cette application est compatible avec les dispositions des articles 91 et suivants du Code d'instruction criminelle, qui traitent des pouvoirs du juge d'instruction. On sait que le législateur a donné au magistrat instructeur, en matière de détention préventive, des pouvoirs presque souverains, et n'a formulé qu'un petit nombre des règles précises destinées à la guider. En dehors de l'article 131, qui interdit de mettre l'inculpé en état de détention préventive lorsque le délit n'est passible que des peines pécuniaires, de l'article 91 qui permet aux juges d'instruction de ne délivrer qu'un mandat de comparation aussi bien en matière criminelle que correctionnelle, et enfin l'article 113 qui leur interdit de détenir pendant plus de 5 jours l'individu domicilié, inculpé d'un délit puni d'une peine inférieure à deux années d'emprisonnement, aucune règle ne limite les pouvoirs des magistrats instructeurs. Le législateur s'en remet à leur conscience.

« Cependant, si l'on remonte aux principes qui régissent la détention préventive, il est facile de remarquer qu'elle

n'est légitime que lorsqu'elle devient nécessaire. Or la nécessité ne saurait être établie que lorsque l'incarcération de l'inculpé est indispensable à la sûreté publique pour prévenir un nouveau danger, au caractère exemplaire de la peine pour assurer son exécution, à l'instruction de l'affaire pour éviter de troubler les preuves (1). »

En matière de délits de chasse, la détention préventive, à l'égard des prévenus *sans domicile fixe* se justifie pleinement par la nécessité d'assurer leur représentation aux actes de la procédure et de les empêcher de se soustraire par la fuite à l'action de la justice.

Examinons en effet ce qui se passe lorsque le parquet poursuit un braconnier sans domicile fixe qui n'a pas été placé sous mandat de dépôt. La citation est lancée par le procureur de la République, mais au jour fixé pour l'audience le prévenu ne comparait pas. Le tribunal prononce défaut, déclare qu'il sera passé outre aux débats et condamne le délinquant à une peine d'emprisonnement : le jugement est aussitôt signifié au parquet. Dix jours après cette signification, le jugement est devenu exécutoire, mais il n'est pas définitif, la signification n'ayant pas été faite à personne. Un extrait de ce jugement est transmis par le procureur de la République à la gendarmerie chargée de rechercher le condamné. Après plusieurs mois de recherches infructueuses, ce dernier est enfin arrêté et conduit au parquet. Il s'empresse de faire opposition au

(1) Morizot Thibault, *De l'instruction préparatoire*, 1906.

jugement par défaut et paralyse ainsi son exécution ; le procureur de la République n'ayant aucun titre pour le faire écrouer à la maison d'arrêt, est obligé de le remettre en liberté en l'assignant pour la prochaine audience. A cette audience, le prévenu ne comparait point encore ; le tribunal le déboute de son opposition, et prononce un nouveau jugement qui n'est plus susceptible d'opposition en vertu de la règle « opposition sur opposition ne vaut ».

Mais le braconnier n'a point encore épuisé tous les moyens dilatoires, et il connaît sa procédure ! Avant que le délai de 10 jours à compter de la signification du jugement de débouté d'opposition ne soit expiré, il s'empresse d'interjeter appel. Au bout de huit ou dix mois, l'affaire vient devant la Cour d'appel, et c'est encore la même succession de procédures par défaut : défaut à la première audience, opposition à cet arrêt par défaut, puis nouveau défaut sur opposition, et enfin arrêt définitif qu'il faut encore faire exécuter. Souvent il s'écoule deux ou trois ans entre le jour où le délit est constaté et celui où la peine est exécutée, et pendant ce temps le braconnier, sachant que les tribunaux appliquent rarement l'article 17 de la loi de 1844 qui permet dans certains cas de cumuler les peines, n'a pas cessé de tendre des collets.

« Quel beau spectacle, dit M. Collin, spectacle consolant et moralisateur que celui de ces braconniers professionnels au casier judiciaire abondamment garni, — braconnier contre lequel il a été verbalisé, se sachant sous le coup de poursuites et rééditant cependant chaque jour, avec une

tranquillité absolue dans des lieux différents, parfois dans le même lieu, le délit qui a motivé les poursuites, le tout sous l'œil forcément impassible des gardes champêtres et particuliers, des gendarmes qui sont et se déclarent impuissants à entraver son industrie — narguant en un mot la loi et les magistrats et tout cet appareil judiciaire à la fois promptement vide qu'il a le droit, lui, le rôdeur, de traiter de simple épouvantail à moineaux (1) ! »

Mais ce n'est pas seulement au point de vue de l'exemplarité de la peine qu'il importe de remédier à cet état de choses. Les procédures par défaut entraînent des frais de justice considérables et les pouvoirs publics se préoccupent justement d'enrayer la progression de ces dépenses qui grèvent chaque année plus lourdement le budget.

Le coût minimum d'une affaire de chasse sur citation directe du parquet : lorsque le prévenu use de toutes les voies de recours qui sont à sa disposition, peut s'établir ainsi qu'il suit :

I. — EN PREMIÈRE INSTANCE.

Première audience.

Casier judiciaire.	0 fr. 25
Citation.	1 fr.
Taxe du témoin (2).	3 fr.
Grosse du jugement de défaut.	1 fr. 60
Signification au parquet.	1 fr. 75
Extrait pour la gendarmerie.	0 fr. 25
Prime d'arrestation.	12 fr.
Total.	19 fr. 85

(1) Collin, *op. cit.*

(2) Taxe moyenne.

Deuxième audience (opposition).

Taxe du témoin.	3 fr.
Grosse du jugement.	1 fr. 60
Signification.	1 fr. 75
Total.	<u>6 fr. 35</u>
Totaux.	26 fr. 20

II. — EN APPEL.

*Première audience.**a) Constitution du dossier d'appel :*

Expédition du jugement	1 fr. 60
— de l'acte d'appel	0 » 40

b) Procédure :

Citation	1 »
Grosse de l'arrêt.	2 » 40
Signification	1 » 75
Extrait d'arrêt	0 » 25
Prime d'arrestation.	12 »
Total	<u>19 fr. 40</u>

Deuxième audience (opposition).

Extrait d'arrêt.	0 fr. 25
Prime d'arrestation.	12 »
Total	<u>31 fr. 65</u>
	26 » 20
	<u>31 » 65</u>
Total général.	57 fr. 85

Si l'on remarque que dans ce chiffre ne sont compris ni le débet : timbre et enregistrement, ni le droit de poste, ni enfin l'indemnité kilométrique pour le transport des huissiers, on se rendra compte que le coût de la

procédure que nous venons de décrire peut être évalué à soixante francs au minimum, soixante francs dont l'Etat ne récupérera pas un centime à cause de l'insolvabilité habituelle des condamnés.

Malgré les inconvénients des procédures par défaut, les parquets se sont toujours obstinés à ne pas vouloir mettre en état de détention préventive les braconniers professionnels. Une pétition fut adressée à M. le garde des sceaux par M. Béjot, président de la Société centrale des chasseurs, et M. Bulot, alors procureur général près la Cour de Paris, tenant dans une certaine mesure compte des desiderata formulés par cette société adressa, le 27 février 1903 aux parquets de son ressort la circulaire suivante :

« Les braconniers peuvent être considérés comme se divisant en deux catégories : 1° Ceux qui ont un domicile bien déterminé ou ceux qui sont fixés dans le pays ; à leur égard l'application pure et simple de textes existants, le refus du sursis à l'exécution de la peine, et l'exécution de la contrainte par corps sont suffisamment efficaces pour assurer une répression sérieuse des délits constatés et poursuivis, sans qu'il soit besoin de prohibitions nouvelles ou de pénalités plus sérieuses ; 2° ceux qui appartiennent à la classe des professionnels particulièrement dangereux qui n'ont pour la plupart, en réalité, aucun domicile fixe et qui peuvent être considérés comme vagabonds. Quelquefois ils invoquent comme domicile une auberge équivoque ou une maison de recel où ils n'ont même ni vêtements ni instruments de travail. En ce qui les concerne,

il conviendra que les agents verbalisateurs s'entourent de renseignements circonstanciés de manière à vous permettre de porter sur cette question de domicile une appréciation éclairée. Dans le cas où il vous paraîtra établi que le délinquant est un vagabond n'ayant ni domicile notoirement connu, ni une profession, auquel peuvent s'appliquer non seulement les dispositions de la loi du 3 mai 1844, mais aussi celles de l'article 270 du Code pénal, il conviendra de le maintenir en état d'arrestation, de requérir la délivrance d'un mandat de dépôt en saisissant M. le juge d'instruction et de le faire juger en état de détention. »

Cette circulaire, on le voit, ne prescrit l'usage de la détention préventive qu'à l'égard des braconniers vagabonds. Sans doute il ne peut être question de placer sous mandat de dépôt le braconnier domicilié pour lequel, aux termes de l'article 113, § 2, du Code d'instruction criminelle, la liberté provisoire est de droit cinq jours après l'interrogatoire. Mais en dehors des deux catégories de délinquants visés par la circulaire du 27 février 1903, il en existe une troisième à l'égard de laquelle l'usage de la détention préventive peut dans certains cas se justifier.

Nous voulons parler des braconniers qui n'ont pas de domicile certain, mais ne peuvent être inculpés de vagabondage d'après la jurisprudence, parce qu'ils justifient d'un travail remontant à moins d'un mois. Parmi ces derniers qui sont légion, car le braconnier connaît la jurisprudence et prend ses précautions pour bénéficier de son

indulgence, beaucoup sont de véritables professionnels ayant encouru quinze ou vingt condamnations. Nous estimons qu'à l'égard de ces braconniers incorrigibles qui n'offrent pas la garantie d'un domicile stable, le juge d'instruction peut user avec discernement de la détention préventive.

Nous nous hâtons d'ajouter cependant que ce moyen extrême pourrait être souvent évité si les tribunaux appliquaient plus fréquemment l'article 17 de la loi de 1844 qui permet de cumuler les peines lorsqu'il s'agit de faits postérieurs à la déclaration du procès-verbal de première contravention. En effet, le braconnier n'aurait plus autant intérêt à retarder l'exécution d'une condamnation par défaut préalablement encourue, si tous les délits qu'il commettra jusqu'au jour où la condamnation sera devenue définitive étaient sévèrement réprimés.

CHAPITRE VII

CONTRAINTE PAR CORPS.

Aux termes de l'article 2 de la loi du 22 juillet 1867, la contrainte par corps est maintenue en matière criminelle, correctionnelle et de simple police en ce qui concerne le paiement de l'amende, des frais dus à l'Etat ou à la partie civile, des restitutions et dommages-intérêts. La contrainte par corps est un auxiliaire nécessaire de la répression; lorsqu'il s'agit d'infractions punies de peines d'amende. Seule cette voie rigoureuse d'exécution rend ces condamnations efficaces à l'égard d'individus qui véritablement insolvable ou se faisant passer pour tels, seraient sans cela parfaitement assurés de l'impunité.

En matière de chasse, ces considérations acquièrent une grande valeur, puisque l'amende est la peine principale prononcée par la loi de 1844, l'emprisonnement n'étant jamais que facultatif. Cependant, dans la pratique, la contrainte par corps n'est pas exécutée, tant s'en faut, à l'égard de tous les délinquants condamnés pour chasse, car la plupart des braconniers sont des individus sans domicile fixe à l'encontre desquels l'administration des finances se trouve en partie désarmée.

En effet, pour que la contrainte par corps puisse être

exercée en vertu d'un jugement de condamnation, il faut en premier lieu que ce jugement soit définitif. Or les jugements portant condamnation à une simple amende contre des individus sans domicile fixe sont en général prononcés par défaut et ne deviennent définitifs qu'à l'expiration du délai de prescription de la peine faute de pouvoir être signifié à *personne*.

Il n'en est pas de même lorsqu'il s'agit d'un jugement de défaut condamnant à la fois à l'amende et à l'emprisonnement, car dix jours après la signification à parquet, ce jugement qui n'est pas définitif devient cependant exécutoire et peut servir de titre à l'arrestation du condamné qui se trouve ainsi contraint, pour recouvrer temporairement sa liberté, d'épuiser successivement toutes les voies de recours. Il arrive un jour où la condamnation acquiert force de chose jugée, le condamné est alors écroué et subit sa peine. A ce moment, il appartient au parquet d'aviser le receveur des finances qui fera procéder aux significations et commandements nécessaires à l'exercice ultérieur de la contrainte par corps par voie de recommandation.

Pendant longtemps, aucune procédure de contrainte par corps ne fut entamée à la requête de l'administration des finances contre les condamnés sans domicile fixe. La circulaire du ministre des finances en date du 20 septembre 1875 prescrivait en effet aux percepteurs de ne pas faire figurer sur les relevés trimestriels transmis aux parquets les noms des condamnés insolvable sans domicile

connu. Mais à la suite d'une entente entre le ministère de la justice et son collègue des finances, ces instructions furent modifiées. La circulaire du 10 septembre 1900, qui trace actuellement les devoirs des percepteurs, leur prescrit de mentionner les noms de tous les condamnés insolubles, même sans domicile connu, pourvu qu'ils ne soient pas compris dans les catégories dispensées de la contrainte par corps par les articles 13, 14 et 16 de la loi de 1867.

Pour que ces nouvelles mesures soient réellement efficaces, il faudrait que les tribunaux n'hésitent plus à prononcer une peine d'emprisonnement à l'égard des individus justiciables des articles 12 et 13 de la loi du 3 mai 1844 lorsqu'ils n'ont pas de domicile fixe.

Mais nous souhaitons une réforme plus radicale : la suppression pure et simple des peines d'amende à l'égard des braconniers sans domicile fixe, et son remplacement par un emprisonnement dont la durée serait basée sur celle de la contrainte par corps.

Cette réforme aurait l'avantage d'éviter au Trésor les frais inutiles d'un commandement qui demeure toujours sans résultat, d'alléger la tâche des parquets chargés de faire exécuter la contrainte par corps, et somme toute elle n'aggraverait pas la condition des braconniers sans domicile, puisqu'en pratique l'amende à laquelle ils sont condamnés se résout toujours en une détention.

CONCLUSION

La loi de 1844 fait l'objet de critiques souvent passionnées. Les uns reprochent au législateur de s'être laissé fâcheusement impressionner par le souvenir des anciennes ordonnances royales sur la chasse qui poussaient la sévérité des peines jusqu'à la dernière cruauté, et de s'être par suite montré trop modéré dans la répression des délits. D'autres estiment au contraire qu'il est urgent de réviser une législation encore toute imprégnée de l'esprit féodal. Gardons-nous de toute exagération et disons simplement que la loi de 1844 dont nous avons signalé les imperfections au cours de ce travail est surtout mal appliquée par beaucoup de tribunaux.

Les imperfections de cette loi, qui date du milieu du siècle passé, s'expliquent tout naturellement. Le braconnage était autrefois un délit sans gravité ; il s'est transformé de nos jours en un véritable brigandage qui désole les campagnes. Les braconniers ont appliqué à leur industrie les progrès de la science moderne. Les anciennes pénalités devenues beaucoup trop douces s'adaptent mal à ces délits nouveaux. Il importe d'introduire dans la loi un certain nombre de circonstances aggravantes qu'elle ne prévoit pas actuellement : le braconnage à l'aide d'engins particulièrement destructeurs, le braconnage en société.

Par contre, nous estimons que le législateur devrait se résoudre à abroger l'article 20 de la loi de 1844 qui déclare les circonstances atténuantes inapplicables en matière de chasse, car la loi doit se montrer indulgente à l'égard des délinquants occasionnels.

En ce qui concerne la police de la chasse, nous concluons à l'augmentation des agents verbalisateurs et surtout au meilleur recrutement des gardes champêtres. Cette question est d'ailleurs étroitement liée à celle de l'organisation de la police rurale dont les pouvoirs publics sont actuellement saisis.

Si imparfaite que soit la loi de 1844, elle pourrait encore inspirer une crainte salutaire aux braconniers si elle était mieux appliquée. Beaucoup de tribunaux imbus de préjugés regrettables, hésitent à appliquer aux délinquants en matière de chasse les rigueurs de la législation actuelle. C'est ainsi que l'article 17, qui permet dans certains cas d'annuler les peines, reste généralement lettre morte, et que l'usage de la détention préventive à l'égard des braconniers sans domicile fixe est excessivement rare. Ne serait-ce pas le cas de répéter avec un des orateurs qui ont discuté la loi de 1844 devant les Chambres : « Ce ne sont pas les lois qui manquent aux hommes, ce sont presque toujours les hommes qui manquent à l'exécution des lois ! »

On explique souvent l'indulgence des tribunaux par ce fait que le gibier est *res nullius*. Mais, en bonne morale, le braconnier qui s'empare du gibier élevé à grands frais

par un propriétaire n'est-il pas aussi coupable que le voleur de la chose d'autrui !

La loi de 1844 ne remplit pas le but principal auquel elle doit tendre, à savoir la diminution du braconnage professionnel. Les statistiques le démontrent surabondamment. En effet, la proportion des récidives en matière de chasse, qui était de 26 o/o en 1881, a atteint 38 o/o en 1901, soit un accroissement de 12 o/o en 19 ans. Si l'on remarque que ces statistiques mentionnent seulement les récidivistes au sens légal du mot, c'est-à-dire les individus ayant commis un délit de chasse moins de douze mois après une condamnation *définitive* pour un fait analogue, et si l'on se rappelle qu'il s'écoule souvent, entre le jour où le délit est commis et celui où le braconnier est condamné définitivement, un très long délai pendant lequel ce dernier ne cesse de commettre de nouvelles infractions, on se rendra compte qu'il est urgent de remédier à un état de choses qui déconsidère la loi et les magistrats chargés de l'appliquer.

Vu :

Le Président de la thèse,
A. LE POITTEVIN.

Vu :

Pour le Doyen,
L'Assureur,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE.	1
INTRODUCTION HISTORIQUE	3
§ 1. — Les ordonnances royales	3
§ 2. — Le décret du 30 avril 1790.	9
§ 3. — La loi du 3 mai 1844	12
BUT DE LA LOI DE 1844	13
§ 1. — Protection de la propriété et de l'agriculture . .	13
§ 2. — Protection du gibier	16
§ 3. — But fiscal	20
§ 4. — But d'ordre et de sûreté publique	23

PREMIÈRE PARTIE

RÉPRESSION DU BRACONNAGE

CHAPITRE PREMIER. — Mesures préventives	29
a) Mise en vente.	30
b) Vente et achat	31
c) Colportage	32
d) Transport	32
e) Perquisitions	33
f) Saisie du gibier	35
CHAPITRE II. — Des peines	42
Des circonstances atténuantes	47
Du sursis	48
Du discernement	52
De la confiscation	55

DEUXIÈME PARTIE
POLICE DE LA CHASSE

CHAPITRE PREMIER. — Agents de recherches	57
Gratifications	65
CHAPITRE II. — Preuve des délits.	72
CHAPITRE III. — Arrestation des délinquants	76
CHAPITRE IV. — Poursuite des délinquants	79
§ 1. — Poursuite à la requête du ministère public . . .	79
§ 2. — Poursuite à la requête de la partie civile, . . .	86
CHAPITRE V. — Droit de poursuite des groupements de chasseurs.	89
§ 1. — Sociétés de chasse	89
§ 2. — Associations de chasseurs.	92
CHAPITRE VI. — Saisine du tribunal correctionnel. — Détention préventive.	106
CHAPITRE VII. — Contrainte par corps	118
CONCLUSION	121

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).